



(BnF) Bibliothèque nationale de France



Cofinancé par
l'Union européenne

1 ANNEXE 1 : PROFIL DETAILLE HQE BATIMENT DURABLE V4.0

Les exigences indiquées « ATTEINT » ou « A mettre en place » doivent être visées pour maintenir le respect du scoring.

Ces tableaux ne sont qu'un récapitulatif simplifié des exigences visées pour la certification HQE BD. Il est indispensable de se référer aux chapitres correspondants dans le programme technique détaillé.

Type d'opération :	Construction	
		<i>Note globale</i>
Qualité de vie	***	TRES PERFORMANT
Respect de l'environnement	**	68,54%
Performance économique	**	<i>Niveau de maturité du Système de Management Responsable</i>
SMR : Pilotage maîtrisé	***	M1

Exigences	Applicabilité	Points disponibles	Réponses possibles	Points obtenus
-----------	---------------	--------------------	--------------------	----------------

Qualité de vie	***			
----------------	-----	--	--	--

QAIR - Qualité de l'air intérieur	B		20	75,00%	15
QAIR1 - Performance en qualité de l'air intérieur dans les blocs homogènes (BH)					
QAIR1.1 - Performance en qualité de l'air intérieur dans les blocs homogènes (BH)					
QAIR1.1.1 - Surface totale des espaces caractéristiques de l'activité à occupation autre que passagère			1000	Indiquer la surface demandée dans la cellule de gauche	80%
QAIR1.1.1.a - Surface totale des blocs homogènes			800	Indiquer la surface demandée dans la cellule de gauche. Si une X apparaît à droite la condition de QAIR1.1.2 n'est pas respectée. Le PR de QAIR1.1.2 n'est donc pas atteint.	0
QAIR1.1.2 - Engagement à créer des Blocs Homogènes (BH) et à respecter la règle « Somme des surfaces des BH >= 80% Surface totale des espaces caractéristiques de l'activité à occupation autre que passagère »	PR		PR	PR ATTEINT	0
QAIR1.2 - Performance de qualité d'air intérieur					
QAIR1.2.1 - Performance en qualité de l'air intérieur (nombre de points obtenus)	20		20	Indiquer directement dans la cellule à droite le nombre de points atteint	15
QAIR1.2.2 - Prise en compte des particules PM10	PR		PR	PR ATTEINT	0
QAIR1.2.3 - Prise en compte du dioxyde de carbone (CO2)	PR		PR	PR ATTEINT	0
QAIR1.2.4 - Lorsque les valeurs de référence sanitaires sont dépassées sur certains paramètres simulés ou mesurés, un plan d'actions correctives est élaboré.	PR		PR	PR ATTEINT	0

QAIR2 - Ventilation					
QAIR2.1 - Système de ventilation					
QAIR2.1.1 - Type de système de ventilation	P R			PR	PR ATTEINT 0
QAIR2.1.2 - Niveau de qualité de l'air extérieur	P R			PR	PR ATTEINT 0
QAIR2.1.3 - Qualité de l'air introduit dans les locaux	P R			PR	PR ATTEINT 0
QAIR2.1.4 - Positionnement des entrées et sorties d'air	P R			PR	PR ATTEINT 0
QAIR2.1.5 - Débit d'air neuf	P R			PR	PR ATTEINT 0

QEAU - Qualité de l'eau		A		28	89,29%	25
QEAU1 - Conception des réseaux de distribution intérieurs						
QEAU1.1 - Choix des matériaux constitutifs des réseaux d'eaux intérieurs						
QEAU1.1.1 - Justification de l'absence de plomb dans le réseau intérieur OU de l'atteinte du seuil réglementaire : 10 µg/L	1			1	Atteint	1
QEAU1.1.2 - Choix de matériaux permettant le traitement thermique ou chimique curatif du réseau d'eau froide en cas d'une éventuelle contamination	1	Oui		1	Atteint	1
QEAU1.2 - Organisation et protection des réseaux		Oui				
QEAU1.2.1 - Identification des usages de l'eau sur l'opération, localisation des points de puisage ET organisation du réseau intérieur en réseaux types	1			1	Atteint	1
QEAU1.2.2 - Respect des règles de protection des équipements raccordés, des réseaux types et du branchement public	1			1	Atteint	1
QEAU1.2.3 - Définition et mise en œuvre d'une procédure de réception de l'installation : mise en eau, puisage d'eau pour les locaux non occupés	1			1	Atteint	1
QEAU2 - Maîtrise de la température et de la qualité de l'eau dans les réseaux						

QEAU2.1 - Maîtrise des réseaux		Oui				
QEAU2.1.1 - Mise en oeuvre d'un(des) réseau(x) d'ECS permettant de s'assurer d'une température optimale	1			1	Atteint	1
QEAU2.1.2 - Température garantie à 55°C en tout point des systèmes de distribution d'ECS	1			1	Atteint	1
QEAU2.1.3 - Calorifugeage des réseaux d'ECS	1			1	Atteint	1
QEAU2.1.4 - Calorifugeage séparé des réseaux d'ECS et d'EFS ET dispositions prises pour éviter un réchauffement des canalisations d'EFS	1			1	Atteint	1
QEAU2.1.5 - Identification des points à risque du réseau intérieur, réalisation d'une cartographie ET dispositions prises pour prévenir le risque de développement de légionelles	2			2	Atteint	2
QEAU2.2 - Qualité de l'eau aux points d'usage						
QEAU2.2.1 - Analyse de la qualité physico-chimique de l'eau	6			6	Idem niveau 2 ET analyses bactériologiques complémentaires (légionnelles + autres bactéries)	6
QEAU2.2.2 - Fourniture à l'exploitant d'un carnet sanitaire et d'une analyse des risques inhérents à l'installation	2	Oui		2	Fourniture à l'exploitant d'un carnet sanitaire	1
QEAU2.3 - Réseau d'eau non potable		Oui				
QEAU2.3.1 - Maîtrise de la conception du système de récupération d'eau non potable réutilisée pour des usages internes	2			2	Atteint	2
QEAU2.3.2 - Séparation, protection et signalisation du réseau d'eau non potable	2			2	Atteint	2
QEAU2.4 - En présence de réseau(x) bouclé(s)		Non				
QEAU2.4.1 - Contrôle de la température à chaque retour de boucle et aux points à risque identifiés	1			0	Atteint	0
QEAU2.4.2 - Contrôle automatique des températures du réseau de bouclage, a minima sur les départs et les retours de chaque boucle principale	2			0	Atteint	0
QEAU2.4.3 - Dimensionnement des réseaux en intégrant le calcul de l'équilibrage	1			0	Atteint	0
QEAU2.4.4 - Dispositions prises pour pouvoir inverser le sens de circulation colonne par colonne pour la maintenance préventive ou en cas de contamination d'une ou plusieurs colonne(s)	3			0	Non atteint	0

QEAU3 - Maîtrise des traitements d'entretien et de décontamination des réseaux intérieurs		Oui				
QEAU3.1 - Choix des traitements d'entretien du réseau intérieur : désinfection, et/ou anti corrosion, et/ou anti tartre						
QEAU3.1.1 - Choix des traitements compatibles avec la nature de l'eau distribuée	1			1	Atteint	1
QEAU3.1.2 - Méthodes de traitement autres que chimiques, et adéquation de ce traitement avec la nature de l'eau et le réseau intérieur	2			2	Non atteint	0
QEAU3.2 - Performance des traitements de désinfection et/ou anti corrosion et/ou anti tartre						
QEAU3.2.1 - Mise en place de tubes témoins sur les départs d'EFS et d'ECS ainsi que sur le retour d'ECS (si réseau bouclé) et d'un robinet de prélèvement flambable en aval de ces tubes témoins	1			1	Atteint	1
QEAU3.2.2 - Mise en place de robinets de prélèvement avant et après le(s) dispositif(s) de traitement s'il en existe	1			1	Atteint	1
QEAU4 - Qualité des eaux des espaces de baignade		Non				
QEAU4.1 - Actions de surveillance de la qualité de l'eau						
QEAU4.1.1 - Contrôle en continu de la qualité des eaux de baignade avant l'arrivée dans le(s) bassin(s)	1			0		0
QEAU4.1.2 - Dispositions prises pour éviter les dépôts de pollution dans les eaux de baignade	1			0		0
QEAU4.2 - Maîtrise des traitements						
QEAU4.2.1 - Dispositions prises lors de la conception du procédé de traitement pour limiter le recours à un traitement chimique complémentaire	1			0		0
QEAU4.2.2 - Maîtrise de la teneur en trichloramines dans l'eau du(des) bassin(s) selon les valeurs suivantes	4			0		0

ONDE - Ondes électromagnétiques	A	14	100,00%	14
--	----------	-----------	----------------	-----------

ONDE1 - Identification des sources					
ONDE1.1 - Identification des sources d'ondes électromagnétiques		Oui			
ONDE1.1.1 - Identification des sources d'ondes électromagnétiques du milieu environnant (extérieur des locaux)	1		1	Atteint	1
ONDE1.1.2 - Identification des sources d'ondes électromagnétiques du projet (à l'intérieur des locaux)	1		1	Atteint	1
ONDE2 - Evaluation des champs électromagnétiques					
ONDE2.1 - Niveau d'exposition à l'intérieur des locaux					
ONDE2.1.1 - Détermination du champ électromagnétique à l'intérieur des locaux	3		3	Atteint	3
ONDE2.1.2 - Le niveau atteint respecte les seuils limites d'exposition	4		4	Respect des seuils de 1,5V/m pour les radiofréquences et 0,2 micro tesla pour les champs 50-60Hz	4
ONDE3 - Dispositions prises					
ONDE3.1 - Limitation de l'impact des sources identifiées					
ONDE3.1.1 - Choix d'équipements techniques et dispositions architecturales	3	Oui	3	Atteint	3
ONDE3.1.2 - Recommandations d'aménagement et organisationnelles	2		2	Atteint	2

HYGR - Confort hygrothermique	C		20	60,00%	12
HYGR1 - Performance en confort hygrothermique dans les blocs homogènes (BH)					
HYGR1.1-Performance en confort hygrothermique dans les blocs homogènes (BH)					
HYGR1.1.1 - Surface totale des espaces caractéristiques de l'activité à occupation autre que passagère			1000	Indiquer la surface demandée dans la cellule de gauche	80%
HYGR1.1.1.a - Surface totale des blocs homogènes			800	Indiquer la surface demandée dans la cellule de gauche. Si une X apparaît à droite la condition de HYGR1.1.2 n'est pas respectée. Le PR de HYGR1.1.2 n'est donc pas atteint.	0

HYGR1.1.2 - Engagement à créer des Blocs Homogènes (BH) et à respecter la règle « Somme des surfaces des BH \geq 80% Surface totale des espaces caractéristiques de l'activité à occupation autre que passagère	P R			PR	PR ATTEINT	0
HYGR1.1.3 - Performance en confort hygrothermique (nombre de points obtenus)	2 0			20	Indiquer directement dans la cellule à droite le nombre de points atteint	12
HYGR1.1.4-REU - Dispositions architecturales adaptées au climat et au site (spécifique à La Réunion)	P R	Non		PR		0

ACOU - Confort acoustique		C		20	60,00%	12
ACOU1 - Performance en confort acoustique dans les blocs homogènes (BH)						
ACOU1.1 - Performance en confort acoustique dans les blocs homogènes (BH)						
ACOU1.1.1 - Surface totale des espaces caractéristiques de l'activité à occupation autre que passagère				1000	Indiquer la surface demandée dans la cellule de gauche	80%
ACOU1.1.1.a - Surface totale des blocs homogènes				800	Indiquer la surface demandée dans la cellule de gauche. Si une X apparaît à droite la condition de ACOU1.1.2 n'est pas respectée. Le PR de ACOU1.1.2 n'est donc pas atteint.	0
ACOU1.1.2 - Engagement à créer des Blocs Homogènes (BH) et à respecter la règle « Somme des surfaces des BH \geq 80% Surface totale des espaces caractéristiques de l'activité à occupation autre que passagère	P R			PR	PR ATTEINT	0
ACOU1.1.3 - Performance en confort acoustique (nombre de points obtenus)	2 0			20	Indiquer directement dans la cellule à droite le nombre de points atteint	12
ACOU1.1.4REU - Identifier la nature de l'environnement sonore de la construction (spécifique à La Réunion)	P R	Non		PR		0

VISU - Confort visuel		C		20	60,00%	12
VISU1 - Performance en confort visuel dans les blocs homogènes (BH)						

VISU1.1 - Performance en confort visuel dans les blocs homogènes (BH)					
VISU1.1.1 - Surface totale des espaces caractéristiques de l'activité à occupation autre que passagère			1000	Indiquer la surface demandée dans la cellule de gauche	80%
VISU1.1.1.a - Surface totale des blocs homogènes			800	Indiquer la surface demandée dans la cellule de gauche. Si une X apparaît à droite la condition de VISU1.1.2 n'est pas respectée. Le PR de VISU1.1.2 n'est donc pas atteint.	0
VISU1.1.2 - Engagement à créer des Blocs Homogènes (BH) et à respecter la règle « Somme des surfaces des BH >= 80% Surface totale des espaces caractéristiques de l'activité à occupation autre que passagère	P R		PR	PR ATTEINT	0
VISU1.1.3 - Performance en confort visuel (nombre de points obtenus)	2 0		20	Indiquez directement dans la cellule à droite le nombre de points atteint	12

ACES - Accessibilité		B		62	72,58%	45
ACES1 - Exigences générales						
ACES1.1-Exigences générales						
ACES1.1.1 - Respect de la réglementation ERP en limitant le nombre de dérogations obtenues	4	Oui		4	Sans dérogation	4
ACES1.1.2 - Faire appel à une compétence reconnue pour gérer les questions d'accessibilité	2	Oui		2	Non atteint	0
ACES2 - Facilité d'accès						
ACES2.1 - Cheminements extérieurs et stationnement						
ACES2.1.1 - Circulations extérieures planes ou avec un devers limité et traitées par des rampes si contraintes de site	2	Oui		2	Au moins un cheminement principal	1
ACES2.1.2 - Revêtements des sols extérieurs facilitant la circulation des personnes	1	Oui		1	Atteint	1
ACES2.1.3 - Présence et caractéristiques de places adaptées	2	Oui		2	Atteint	2
ACES2.2 - Accès équitable au bâtiment						
ACES2.2.1 - Accès principal digne, c'est-à-dire configuré pour éviter toute forme de discrimination	3			3	Tous les accès sont dignes	3

ACES2.2.2 - Dispositifs de communication et de contrôle d'accès utilisables par tous	1	Oui	1	Atteint	1
ACES2.2.3 - Portes d'(des) entrée(s) principale(s) utilisable(s) par tous	3		3	Au moins une entrée sans passage par un sas ou par un sas fermé avec portes automatiques	2
ACES2.2.4 - Seuil(s) d'entrée contrasté(s) et franchissable(s) sans effort	1		1	Atteint	1
ACES2.3 - Espace d'accueil convivial					
ACES2.3.1 - Accueil en relation visuelle directe avec l'(les) entrée(s) principale(s) et mobilier de la banque d'accueil confortable	2	Oui	2	Accueil et mobilier présents	1
ACES2.4 - Desserte verticale équitable		Oui			
ACES2.4.1 - Toutes les fonctions desservies par un ascenseur	3		3	Toutes les fonctions sont desservies par un ascenseur	2
ACES2.4.2 - Desserte de l'ensemble des niveaux d'usage courant par chaque ascenseur principal et chaque escalier principal	1		1	Atteint	1
ACES2.4.3 - Ascenseurs conformes et confortables	3		3	Cabines de type 1 uniquement	1
ACES2.5 - Circulation horizontale aisée					
ACES2.5.1 - Circulations intérieures planes et sans dévers pour un niveau donné, ou traitées par des rampes si contraintes de site	2		2	Circulations planes ou traitées par des rampes en cas de contrainte	2
ACES2.5.2 - Caractéristiques des circulations intérieures permettant un déplacement aisé	1		1	Atteint	1
ACES3 - Facilité d'usage					
ACES3.1 - Organisation du plan					
ACES3.1.1 - Présence de repères ou d'éléments remarquables rythmant le parcours et facilitant une orientation intuitive	1	Oui	1	Atteint	1
ACES3.1.2 - Optimisation des distances de déplacement au sein de l'entrepôt	1	Oui	1	Atteint	1
ACES3.2 - Stimuli sensoriels dans les circulations					
ACES3.2.1 - Support d'orientation optique, auditif et haptique dans les halls et autres espaces ouverts	1		1	Non atteint	0
ACES3.2.2 - Sols, murs, portes et poignées contrastés	1		1	Atteint	1
ACES3.3 - Commandes, portes et amplification des sons					

ACES3.3.1 - Dispositifs de commandes repérables, et faciles à atteindre et ne nécessitant pas deux actions simultanées pour leur mise en œuvre	2		2	Commandes repérables et faciles à atteindre	2
ACES3.3.2 - Présence de dispositifs de transmission et d'amplification des sons pour les personnes malentendantes dans tous les espaces sonorisés	1	Oui	1	Non atteint	0
ACES3.3.3 - Présence d'équipements d'aides à l'exécution des tâches de manutention, levage, chargement et déchargement	3	Oui	3	Plus d'une disposition de chaque catégorie	3
ACES3.3.4 - Manœuvre de portes aisée et limitant le risque de chocs	3		3	Plus d'une disposition de chaque catégorie	3
ACES3.4 - Ergonomie des espaces d'hygiène					
ACES3.4.1 - Sanitaires régulièrement prévus en nombre suffisant	1	Oui	1	Atteint	1
ACES3.4.2 - Présence d'une cabine adaptée dans chaque bloc sanitaire ou a minima à chaque niveau	2		2	Présence d'une cabine adaptée dans chaque bloc sanitaire	2
ACES3.4.3 - Equipements minimaux présents dans les cabines et espaces sanitaires	1		1	Atteint	1
ACES3.4.4 - Manœuvre de portes et circulations confortables dans les sanitaires	2		2	Pas de conflit ET espace de manoeuvre disponible	2
ACES4 - Sécurité					
ACES4.1 - Cheminement garanti sans obstacle					
ACES4.1.1 - Circulations horizontales et verticales libres d'obstacles	2		2	Obstacles repérables et détectables	1
ACES4.1.2 - Matérialisation des éléments pouvant créer un leurre visuel	1		1	Atteint	1
ACES4.1.3 - Présence de dispositifs de sécurité en cas de risque de chute	1	Oui	1	Atteint	1
ACES4.2 - Escaliers sûrs					
ACES4.2.1 - Morphologie d'escalier ou d'emmarchements facilitant son franchissement et présence de mains courantes sécurisant la descente	2		2	Volées franchissant entre 20 et 25 marches	1
ACES4.2.2 - Présence d'un dispositif tactile et visuel en amont de chaque volée d'escaliers descendante	1		1	Atteint	1
ACES4.3 - Zones de chargement sûres					
ACES4.3.1 - Présence d'un système actif de calage ou guide des	3	Oui	3	Non atteint	0

remarques					
ACES4.3.2 - Mise en place de feux pour sécuriser les opérations de chargement/déchargement	2		2	Non atteint	0

TRAN - Transports	C		44	54,55%	24
TRAN1 - Dispositifs présents sur site					
TRAN1.1 - Accès et flux	Oui				
TRAN1.1.1 - Zones de livraison et de déchets possédant des accès différenciés des autres accès et sécurisés	1		1	Atteint	1
TRAN1.1.2 - Sécurisation de tous les types d'accès	1		1	Atteint	1
TRAN1.2 - Vélos	Oui				
TRAN1.2.1 - Présence d'emplacements vélos à destination des utilisateurs (occupants et visiteurs) dimensionnés au regard des flux des utilisateurs	4		4	Atteint	4
TRAN1.2.2 - Emplacements vélos sécurisés et abrités	1		1	Atteint	1
TRAN1.2.3 - Présence d'espaces communs appropriés (vestiaires, douches) pour le personnel cycliste	1		1	Atteint	1
TRAN1.3 - Véhicules électriques	Oui				
TRAN1.3.1 - Présence d'une zone de stationnement réservée aux véhicules électriques/hybrides rechargeables équipée de dispositifs favorisant leur utilisation	4		4	Niveau 1: Mesures conservatoires minimales respectant les textes mentionnés (l'arrêté et le décret du 13 juillet 2016)	2
TRAN2 - Offre de transports à proximité					
TRAN2.1 - Transports en commun	Oui				
TRAN2.1.1 - Nombre de lignes accessibles à moins de 800m ou 400m	3		3	Milieu urbain: 3 lignes et plus à moins de 800m OU 2 lignes et plus à moins de 400m Milieu rural: 3 lignes et plus à moins de 2km OU 2 lignes et plus à moins de 1km	3
TRAN2.1.2 - Fréquence de desserte (pour a minima une ligne ou moyenne de plusieurs lignes)	2		2	Au moins toutes les 20 min	1
TRAN2.1.3 - Accès à une correspondance de ligne de transport en moins de 20 min	3		3	5 lignes et plus	3

TRAN2.1.4 - Accès à un parking relais, une gare TER ou un arrêt de bus interurbains (départemental, régional) via les transports en commun en moins de 20 minutes	2		2	Au moins 1 (parmi parking relais, gare TER, et arrêt bus interurbain)	1
TRAN2.2 - Véhicules électriques et vélos					
TRAN2.2.1 - Proximité avec une station vélo libre-service	2	Oui	2	Non atteint	0
TRAN2.2.2 - Proximité avec une borne de recharge ou une station véhicule électrique libre-service	2	Oui	2	Non atteint	0
TRAN2.3 - Gares et aéroports					
TRAN2.3.1 - Temps d'accès du site à une gare TGV ou un aéroport	3	Oui	3	Gare TGV à moins de 45min ou Aéroport classe B ou C à moins de 45min	2
TRAN2.4 - Pistes cyclables		Oui			
TRAN2.4.1 - Accès raisonnablement sécurisé	5		5	A moins de 800m	2
TRAN2.4.2 - Réseau cyclable sécurisé	2		2	Atteint	2
TRAN2.4.3 - Réseau cyclable d'étendue élevée (> 5 km)	2		2	Non atteint	0
TRAN2.5 - Infrastructures routières		Oui			
TRAN2.5.1 - Route départementale ou artère urbaine structurante	2		2	Non atteint	0
TRAN2.5.2 - Nombre de routes express ou autoroutes accessibles	2		2	Non atteint	0
TRAN2.6 - Transport multimodal (exigences secteur logistique)		Oui			
TRAN2.6.1 - Site offrant une possibilité de transport multimodal (raccordement fer, fluvial, route)	2		2	Non atteint	0

SERV - Services	B	20	70,00%	14
SERV1 - Performance sur le thème services				
SERV1.1 - Performance sur le thème Services				
SERV1.1.1 - Performance sur le Thème Services		20	<i>Indiquer dans la cellule de droite le nombre de points atteint</i>	14

Respect de l'environnement	**	
-----------------------------------	-----------	--

ENER - Energie		C		34	64,71%	22
ENER1 - La consommation énergétique pendant l'utilisation du bâtiment						
ENER1.1 - La consommation énergétique pendant l'utilisation du bâtiment						
ENER1.1.1 - Consommation d'énergie primaire - unite : kWhEP/m²SDP.an				210,00	Indiquer la valeur de consommation dans la cellule de gauche	
ENER1.1.1.a - Classe correspondante à la consommation d'énergie primaire		20		20	Classe C	12
ENER1.1.2 - Réduction de la consommation d'énergie		10	Non	0		0
ENER1.2 - Evaluation par rapport à la réglementation thermique ou environnementale en vigueur						
ENER1.2.1 - Evaluation par rapport à la réglementation thermique ou environnementale en vigueur		2	Oui	2	Atteint	2
ENER2 - Exigences additionnelles liées à l'efficacité énergétique des activités particulières						
ENER2.1 - Exigences additionnelles aux activités logistiques (entrepôts frigorifiques)						
ENER2.1.1 - Expression de la valeur du COP global de l'installation de l'entrepôt frigorifique à température froid positif ou négatif (entrepôts frigorifiques)		4	Non	0		0
ENER2.2 - Exigences additionnelles aux Data Centers			Oui			
ENER2.2.1 - Dispositions justifiées et satisfaisantes prises pour limiter les consommations d'énergie relativement aux Datacenters (Datacenters)		2		2	Atteint	2
ENER2.2.2 - Evaluation du PUE (Power Usage Effectiveness) (Datacenters)		10		10	Niveau 3	6
EAU - Eau		C		45	68,89%	31
EAU1 - Consommation d'eau potable						

EAU1.1 - Consommation d'eau potable					
EAU1.1.1 - Consommation d'eau potable en m3/m²sdp.an			0,29	Indiquer la valeur de consommation dans la cellule de gauche	
EAU1.1.1.a - Classe correspondante à la consommation d'eau potable	20		20	Classe B	16
EAU1.1.2 - Réduction de la consommation d'eau	5	Non	0		0
EAU2 - Gestion des eaux pluviales et des eaux usées à la parcelle					
EAU2.1 - Gestion des eaux pluviales					
EAU2.1.1 - Régulation hydraulique	5	Oui	5	En utilisant la pluie réglementaire locale, et à défaut en utilisant une pluie décennale, ou H	3
EAU2.1.2 - Taux d'absorption de la parcelle du projet	5	Oui	5	Tp >=20% et <35%	3
EAU2.1.2.a - Taux d'absorption de la parcelle du projet (%)			12,00	Indiquer la valeur du taux d'absorption de la parcelle dans la cellule de gauche	
EAU2.1.3 - Classe correspondante au taux d'absorption contextualisé	5		5	Classe C	3
EAU2.1.3.a - Taux d'absorption contextualisé (%)			10,00	Indiquer la valeur du taux d'absorption contextualisé dans la cellule de gauche	
EAU2.1.4 - Pollutions chroniques	3	Non	0	Non atteint	0
EAU2.1.5 - Pollutions accidentelles	5	Oui	5	Niveau 2 : Mise en place d'un dispositif de traitement AVEC dispositif avertisseur de saturation	3
EAU2.2 - Gestion des eaux usées					
EAU2.2.1 - Identification de tous les types d'eaux usées présentes sur le site	0		0	Atteint	0
EAU2.2.2 - Assainissement des Eaux Usées	5		5	En assainissement collectif : Raccordement réglementaire au réseau EU séparatif En assainissement non collectif : Respectant les exigences imposées par la commune	3

DECH - Déchets		B	19	78,95%	15
DECH1 - Déchets d'activités					
DECH1.1 - Conception du bâtiment pour la gestion des déchets					

DECH1.1.1 - Présence de zones de stockage des déchets avec possibilité de nettoyage et présence d'un système de ventilation	2	Oui	2	Atteint	2
DECH1.1.2 - Dimension adaptée au flux de déchets de la zone de stockage finale de déchets	3	Oui	3	Atteint	3
DECH1.1.3 - Positionnement des zones déchets permettant une bonne organisation des flux de déchets	1	Oui	1	Atteint	1
DECH1.1.4 - Pratiques de réduction du volume de déchets d'activités	1	Non	0		0
DECH1.2 - Quantités de déchets d'activités produits et valorisés		Non			
DECH1.2.1 - Pourcentage global de déchets d'activités valorisés sur le périmètre certifié					
DECH1.2.1.a - Pourcentage global de déchets d'activités valorisés sur le périmètre certifié	5		0		0
DECH1.2.2 - Pourcentage de déchets d'activités valorisés matière					
DECH1.2.2.a - Pourcentage de déchets d'activités valorisés matière	3		0		0
DECH2 - Déchets d'entretien et de maintenance					
DECH2.1 - Déchets d'entretien et de maintenance		Non			
DECH2.1.1 - Pourcentage global de déchets d'entretien/maintenance qui seront valorisés sur le périmètre certifié					
DECH2.1.1.a - Pourcentage global de déchets d'entretien/maintenance qui seront valorisés sur le périmètre certifié	5		0		0
DECH2.1.2 - Pourcentage de déchets d'entretien/maintenance valorisés matière					
DECH2.1.2.a - Pourcentage de déchets d'entretien/maintenance valorisés matière	3		0		0
DECH3 - Déchets de chantier					
DECH3.1 - Déchets de chantier		Oui			
DECH3.1.1 - Pourcentage global de déchets de chantier qui seront valorisés (HORS terres)			75,00	Indiquer la valeur du pourcentage global de déchets de chantier valorisés dans la cellule de gauche	

DECH3.1.1.a - Pourcentage global de déchets de chantier qui seront valorisés (HORS terres)	5		5	≥70%	5
DECH3.1.2 - Pourcentage de déchets de chantier valorisés matière (Réutilisation sans garantie de site et d'usage, Recyclage, Régénération, HORS Terre)			50,00	Indiquer la valeur du pourcentage global de déchets de chantier valorisés dans la cellule de gauche	
DECH3.1.2.a - Pourcentage de déchets de chantier valorisés matière (Réutilisation sans garantie de site et d'usage, Recyclage, Régénération, HORS Terre)	4		4	≥50%	2
DECH3.1.3 - Réemploi terre sur site	3	Oui	3	≥30%	2
DECH3.1.4 - Réutilisation TERRE hors site	1	Oui	1	Non atteint	0

CARB - Carbone		C	20	60,00%	12
CARB1 - Emissions de CO2					
CARB1.1 - Emissions de CO2 pendant la phase d'utilisation du bâtiment					
CARB1.1.1 - Emissions de CO2 pendant la phase d'utilisation du bâtiment (KgCO2eq/m²SDP.an)			7,90	Indiquer la valeur d'émissions de CO2 dans la cellule de gauche	
CARB1.1.1.a - Classe correspondante aux émissions de CO2 pendant la phase d'utilisation du bâtiment	20		20	Classe C	12
CARB1.2 - Emissions de CO2 liées aux déplacements					
CARB1.2.1 - Emissions de CO2 liées aux déplacements (KgCO2eq/m²SDP.an)			40,00	Indiquer la valeur d'émissions de CO2 dans la cellule de gauche	

ACCL - Adaptation au changement climatique		C	30	53,33%	16
ACCL1 - Adaptation au changement climatique					
ACCL1.1 - Risques dûs au changement climatique et résilience du bâtiment					
ACCL1.1.1 - Mesures et dispositions prises pour gérer les risques naturels dûs au changement climatique	5	Oui	5	Analyse de risques ET Dispositions réglementaires	3

ACCL1.2 - Adaptation des conditions de confort hygrothermique dans les locaux et sur la parcelle						
ACCL1.2.1 - Adaptation des conditions de confort hygrothermique dans les locaux	20	Oui		20	Niveau 2	8
ACCL1.2.2 - Réduction de l'effet d'îlot de chaleur	5	Oui		5	Atteint	5

ACV - Impacts environnementaux sur le cycle de vie		C		20	50,00%	10
ACV1 - Analyse en Cycle de Vie						
ACV1.1 - Calculs des impacts environnementaux de l'opération						
ACV1.1.1 - Calcul des impacts environnementaux de l'opération	12	Oui		12	Niveau 1	6
ACV1.2-Indicateurs environnementaux						
ACV1.2.1 - Analyse et traitement d'un ou plusieurs autres indicateurs environnementaux.	8	Oui		8	Niveau 1	4
ACV1.2.1.a - Impact sur le changement climatique total en kgCO ₂ /m ² SU				10,00	<i>Indiquer la valeur de l'impact sur le changement climatique total en kgCO₂/m²SU dans la cellule de gauche</i>	

BIOD - Biodiversité		B		31	80,65%	25
BIOD1 - Diagnostic écologique						
BIOD1.1 - Diagnostic écologique						
BIOD1.1.1 - Réalisation du diagnostic écologique du site initial	3	Oui		3	Atteint	3
BIOD1.1.2 - Réalisation du diagnostic écologique du projet	4	Oui		4	Atteint	4
BIOD1.1.3 - Mise en oeuvre des recommandations de l'écologue afin d'améliorer le potentiel biodiversité de l'opération	5	Oui		5	Mise en œuvre des recommandations prioritaires et importantes	4
BIOD1.1.4 – Protection des zones sensibles	1			1	Atteint	1
BIOD1.2 - Potentiel écologique du site		Oui				
BIOD1.2.1 - Coefficient de Biotope par Surface	3			3	Amélioration de 20% du CBS imposé localement, ou CBS >0,5	3

BIOD1.2.2 - Nombre de types d'habitats	3		3	De 5 à 6 types d'habitat OU $\geq 50\%$ des habitats pertinents identifiés	2
BIOD1.2.3 - Nombre de types de strates végétales	3		3	4 strates végétales	3
BIOD1.2.4 - Végétalisation locale	2		2	Atteint	2
BIOD1.2.5 - Choix d'espèces végétales dans un souci d'impact sanitaire minimal sur la parcelle	2		2	Atteint	2
BIOD1.2.6 - Amélioration et/ou reconstitution de l'habitat et des conditions de vie de la faune sur la parcelle	1		1	Atteint	1
BIOD1.2.7 - Connexion intra-site et extra-site entre les espaces végétalisés	2		2	Non atteint	0
BIOD1.2.8 - Mesures compensatoires prises	2		2	Aucune mesure compensatoire prise	0

Performance économique

**

COUT - Maîtrise des coûts	A	57	87,72%	50
COUT1 - Maîtrise des charges de fonctionnement				
COUT1.1 - Charges liées aux fluides et aux déchets	Oui			
COUT1.1.1 - Charges et recettes énergétiques	3	3	Les charges sont connues pour tous les types d'énergie, et les recettes sont connues pour l'énergie renouvelable produite	3
COUT1.1.2 - Maîtrise des charges au travers de la cohérence entre puissances souscrites et puissances atteintes	2	2	Non atteint	0
COUT1.1.3 - Maîtrise des charges au travers du recours à des solutions de flexibilité énergétique	2	2	Non atteint	0
COUT1.1.4 - Charges liées aux consommations d'eau	2	2	Atteint	2
COUT1.1.4.a - Charges annuelles liées au service de l'eau (abonnement, redevances et taxes inclus)(€/m ² SDP/an):		10	<i>Indiquer la valeur des charges annuelles liées au service de l'eau dans la cellule de gauche</i>	
COUT1.1.5 - Charges annuelles associées à la gestion des déchets	2	2	Déchets d'activités ET d'entretien/maintenance	2
COUT1.1.5.a - Charges annuelles liées à la collecte et à l'enlèvement des déchets d'activités (dont redevances et		10	<i>Indiquer la valeur des charges annuelles liées à la collecte et à l'enlèvement des déchets d'activités dans la cellule de gauche</i>	

taxes)(€/m²SDP/an) :					
COUT1.1.5.b - Charges annuelles liées à la collecte et à l'enlèvement des déchets d'entretien/maintenance (dont redevances et taxes) (€/m²SDP/an) :			10	<i>Indiquer la valeur des charges annuelles liées à la collecte et à l'enlèvement des déchets d'entretien/maintenance dans la cellule de gauche</i>	
COUT1.2 - Optimisation des installations		Oui			
COUT1.2.1 - Moyens permettant le suivi des consommations d'énergie	3		3	Suivi par type d'énergie et par poste : postes précédents + 2 autres postes	3
COUT1.2.2 - Moyens permettant le suivi des consommations d'eau	3		3	Suivi par sous-comptage de premier niveau	2
COUT1.2.3 - Détection et déclenchement d'alertes centralisées en cas d'anomalies de fonctionnement des installations	3		3	Un type de système	1
COUT2 - Maîtrise des charges d'exploitation					
COUT2.1 - Charges d'exploitation					
COUT2.1.1 - Charges annuelles d'exploitation	6		6	Au moins 5 indicateurs connus	6
COUT2.2 - Facilité d'entretien de l'enveloppe du bâti		Oui			
COUT2.2.1 - Interventions faciles et sécurisées sur les principaux éléments de l'enveloppe	1		1	Atteint	1
COUT2.2.2 - Surfaces d'au moins 4 familles de l'enveloppe faciles à entretenir	1		1	Atteint	1
COUT2.3 - Facilité d'entretien des équipements de production et des systèmes électro-mécaniques		Oui			
COUT2.3.1 - Interventions faciles et sécurisées sur les équipements de production et les systèmes électro-mécaniques	1		1	Atteint	1
COUT2.3.2 - Remplacement de tous les équipements de production ou systèmes électro-mécaniques, y compris les plus encombrants, possible sans dégradation du bâti	1		1	Atteint	1
COUT2.3.3 - Interventions possibles sur les équipements de production ou systèmes électro-mécaniques sans gêne majeure pour les occupants	1		1	Atteint	1
COUT2.3.4 - Présence de locaux de stockage des produits et matériels d'entretien et de maintenance	1		1	Atteint	1

COUT2.4 - Facilité d'entretien des terminaux et organes de réglages, vidange et secours		Oui				
COUT2.4.1 - Interventions faciles et sécurisées sur les terminaux et sur les organes de réglage, vidange et secours	1			1	Atteint	1
COUT2.4.2 - Interventions possibles sur une majeure partie des terminaux et sur les organes de réglage, vidange de secours sans gêne majeure pour les occupants	1			1	Atteint	1
COUT3 - Maîtrise des coûts de gros remplacements						
COUT3.1 - Coûts de remplacements et de gros renouvellements						
COUT3.1.1 - Estimation des durées de vie prévisionnelles et coûts de remplacements	6	Oui		6	Coûts estimés sur 8 lots	6
COUT3.1.2 - Elaboration d'un plan pluriannuel de travaux	2	Oui		2	Présence d'un plan pluriannuel à 10 ans	2
COUT4 - Approches en coût global						
COUT4.1 - Approches en coût global						
COUT4.1.1 - Analyses en coût global élémentaire pour le choix de solution technique ou d'exploitation	5	Oui		5	Analyse a minima pour 3 types de solution	5
COUT4.1.2 - Analyse en coût global de l'ensemble du bâtiment ou des coûts d'exploitation du périmètre	10	Oui		10	Etude en coût global détaillée	10

DEVT - Economie locale		C		36	50,00%	18
DEVT1 - Contribution à l'attractivité des territoires						
DEVT1.1 - Contribution à l'ancrage local						
DEVT1.1.1 - Analyse des relations entre le bâtiment et son contexte local	2	Oui		2	Analyse du contexte uniquement	1
DEVT1.1.2 - Appartenance du bâtiment à une zone prioritaire pour le renouvellement urbain OU bâtiment correspondant une réhabilitation de bâtiment désaffecté	2	Oui		2	Atteint	2
DEVT1.1.3 - Dispositions prises pour favoriser l'économie de partage au sein du bâtiment ou entre le bâtiment et son voisinage	2	Oui		2	Aucune disposition	0

DEVT1.2 - Promotion de l'emploi et de l'insertion sociale					
DEVT1.2.1 - Estimation des emplois générés par le projet (études et chantier sur un projet de construction/rénovation, exploitation sur un bâtiment existant)	1		1	Atteint	1
DEVT1.2.2 - Utilisation d'une clause d'insertion dans les marchés de construction ou d'exploitation	1		1	Atteint	1
DEVT1.2.3 - Respect d'un seuil minimum d'heures en insertion (en %) par rapport au nombre total d'heures de main d'oeuvre (chantier ou exploitation)	3		3	5% ≤ taux < 8%	2
DEVT1.3 - Participation à une montée en compétence des acteurs					
DEVT1.3.1 - Dispositions prises pour la formation et la montée en compétence des acteurs participant au projet ou intervenant sur le bâtiment	2		2	Mise en place de réunions de sensibilisation uniquement	1
DEVT1.3.2 - Dispositions prises pour la montée en compétence des acteurs locaux	2	Oui	2	Non atteint	0
DEVT2 - Economie circulaire, réemploi et choix de filières locales					
DEVT2.1 - Sélection de composants assemblés localement					
DEVT2.1.1 - Recours à un seuil minimum de composants assemblés localement	3		3	≥ 15% du coût d'achat	1
DEVT2.2 - Réemploi et réutilisation		Oui			
DEVT2.2.1 - Etude de faisabilité pour le Réemploi et la Réutilisation	4		4	Atteint	4
DEVT2.2.2 - Réemploi (HORS terres)	4		4	Non atteint	0
DEVT2.2.3 - Réutilisation avec la garantie de site et d'usage (HORS terre)	3		3	Non atteint	0
DEVT2.2.4 - Réemploi Base vie de chantier	1	Non	0		0
DEVT2.3 - Sélection de filières locales ou participant à une économie circulaire					
DEVT2.3.1 - Identification de filières locales en termes de matières premières, de sources d'énergie renouvelable et de valorisation matière de déchets	2		2	Atteint	2

DEVT2.3.2 - Recours à un (des) composant(s) (chantier ou Gros Entretien Renouvellement) issu(s) d'une filière locale de production (matières premières) ou une filière de valorisation/réemploi	2		2	Au moins un composant	1
DEVT2.3.3 - Recours à de l'approvisionnement en énergie renouvelable dont la production est locale ou issue d'une mutualisation énergétique à l'échelle du quartier	2		2	Au moins un mode d'approvisionnement	1
DEVT2.4 - Recours à des compétences locales					
DEVT2.4.1 - Recours à une majorité de prestataires locaux dans les marchés de conception/construction ou d'exploitation	1	Oui	1	Atteint	1

SMR - Pilotage maîtrisé

ADAP - Réalisation des activités opé : Adaptabilité		C	59	54,24%	32
ADAP1 - Définition, classification et organisation des espaces					
ADAP1.1 - Définition et classification des espaces		Oui			
ADAP1.1.1 - Définition des durées de vie du bâtiment et des zones à adaptation fréquente	1		1	Atteint	1
ADAP1.1.2 - Classification des espaces en zones à adaptation fréquente/occasionnelle/n'ayant pas vocation à être adaptées	2		2	Atteint	2
ADAP1.2 - Organisation des espaces structurants					
ADAP1.2.1 - Dispositions prises sur les locaux structurants du bâtiment : Divisibilité du bâtiment en unités divisibles potentielles	2	Oui	2	Niveau 2	2
ADAP2 - Dispositions facilitant les adaptations dans un même volume bâti					
ADAP2.1 - Dispositions prises pour une adaptabilité du bâtiment pour un même usage		Oui			

ADAP2.1.1 - Principes structurels facilitant les adaptations futures	3		3	Niveau 2	3
ADAP2.1.2 - Mise en œuvre de dispositions sur les locaux et systèmes techniques (CVC, CFO-CFA, eau)	3		3	Au moins 3 dispositions	3
ADAP2.1.3 - Mise en œuvre de dispositions sur le second œuvre	3		3	Niveau 1 (Dispositions conservatoires)	1
ADAP2.2 - Dispositions facilitant la transformabilité (et la réversibilité) vers un autre usage		Oui			
ADAP2.2.1 - Diagnostic de transformabilité (changement d'usage) du bâtiment	1		1	Non atteint	0
ADAP2.2.2 - Etude de la transformabilité (changement d'usage) du bâtiment	2		2	Non atteint	0
ADAP2.2.3 - Positionnement des circulations horizontales	1		1	Atteint	1
ADAP2.2.4 - Réversibilité possible d'espaces particuliers	2		2	Atteint	2
ADAP2.2.5 - Dispositions prises sur la structure (Gros Oeuvre)	2		2	Non atteint	0
ADAP2.2.6 - Dispositions prises sur l'enveloppe	2		2	Non atteint	0
ADAP2.2.7 - Dispositions prises sur les locaux et réseaux techniques	2		2	Niveau 1 + Les réseaux CFA, CFO, CVC	2
ADAP2.2.8 - Dispositions prises sur les aménagements intérieurs	1		1	Atteint	1
ADAP2.2.9 - Indépendance des 4 couches (structure, enveloppe, systèmes, aménagements intérieurs)	2		2	Non atteint	0
ADAP2.2.10 - Démontabilité du bâtiment en fin de vie et conception plus économe en ressources	2		2	Atteint	2
ADAP3 - Dispositions facilitant les extensions vers un volume bâti plus important					
ADAP3.1 - Dispositions facilitant les extensions vers un volume bâti plus important		Oui			
ADAP3.1.1 - Descentes de charges et extensions horizontales	3		3	Descente de charges $\geq 10\%$ OU Extensions horizontales $\geq 10\%$ SDP	1
ADAP3.1.2 - Dispositions prises sur les systèmes (lots techniques)	2		2	Productions et alimentations	1
ADAP4 - Dispositions facilitant l'interopérabilité et l'adaptabilité numérique					
ADAP4.1 - Interopérabilité					
ADAP4.1.1-Interface de programmation	4		4	Atteint	4
ADAP4.2 - Adaptabilité					

ADAP4.2.1 - Périmètre du Réseau Smart	2		2	Atteint	2
ADAP4.2.2 - Prédiposition du bâtiment au rattachement à tout type de liaison filaire externe	3		3	Capacité de rattachement aux réseaux externes et locaux centraux	1
ADAP4.2.3 - Redondance de rattachement du bâtiment aux réseaux externes	3		3	Non atteint	0
ADAP4.2.4 - Capacité d'extension pour l'ajout de prises réseau	3	Oui	3	Atteint	3
ADAP4.2.5 - Présence de deux parcours de distribution des câblages	2		2	Non atteint	0
ADAP4.2.6 - Présence de deux locaux ou espaces de répartition générale	3		3	Non atteint	0
ADAP4.2.7 - Redondance des liaisons desservant les noeuds de connexion du Réseau Smart	3		3	Non atteint	0

CHAN - Réalisation des activités opé.: Chantier	C		36	69,44%	25
CHAN1 - Organisation du chantier					
CHAN1.1 - Engagement et définition des responsabilités des entreprises		Oui			
CHAN1.1.1 - Engagement et définition des responsabilités des entreprises	0		0	Atteint	0
CHAN1.1.2 - Délai contractuel pour la préparation du chantier	2		2	Atteint	2
CHAN1.2 - Pilotage et surveillance du chantiers					
CHAN1.2.1 - Rédaction de la charte chantier (y compris celle pour les « preneurs » s'il y a lieu) et préparation de l'application des exigences	2		2	Charte chantier avec SOGED	2
CHAN1.2.2 - Maîtrise et optimisation du suivi de chantier	2	Oui	2	Optimisation du suivi de chantier	2
CHAN1.3 - Formation et sensibilisation des entreprises					
CHAN1.3.1 - Formation et sensibilisation des entreprises	1	Oui	1	Atteint	1
CHAN2 - Gestion des déchets de chantier					
CHAN2.1 - Réduction à la source des déchets de chantier					
CHAN2.1.1 - Réduction à la source des déchets de chantier	4		4	Au moins deux dispositions prises dans une catégorie	1

CHAN2.2 - Optimisation de la collecte, du tri et du regroupement des déchets de chantier						
CHAN2.2.1 - Optimisation de la collecte, du tri et du regroupement des déchets de chantier	1			1	Atteint	1
CHAN2.2.2 - Maîtrise de la gestion des déchets de chantier via un schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED)	3	Oui		3	Maîtrise de la gestion des déchets	3
CHAN3 - Limitation des nuisances et des pollutions						
CHAN3.1 - Limitation des nuisances et des pollutions						
CHAN3.1.1 - Limitation des nuisances et des pollutions	3	Oui		3	Atteint	3
CHAN3.2 - Limitation des nuisances		Oui				
CHAN3.2.1 - Limitation des nuisances sonores et vibratoires	2			2	Dispositions organisationnelles et/ou techniques	1
CHAN3.2.2 - Limitation des nuisances visuelles	1			1	Atteint	1
CHAN3.2.3 - Limitation des nuisances olfactives et dues au trafic des véhicules	1			1	Atteint	1
CHAN3.3 - Limitation des pollutions (air, eau, sols) et préservation de la valeur écologique du site et de sa biodiversité						
CHAN3.3.1 - Limitation des pollutions (air, eau, sols) et préservation de la valeur écologique du site et de sa biodiversité	3	Oui		3	Dispositions pour limiter les pollutions de l'air et celles de l'eau ou du sol	1
CHAN3.4 - Communication interactive avec les riverains ou occupants (si chantier en site occupé)						
CHAN3.4.1 - Communication interactive avec les riverains ou occupants (si chantier en site occupé)	1			1	Recueil et gestion des réclamations ou suggestions	0
CHAN4 - Suivi et maîtrise des consommations d'énergie et d'eau						
CHAN4.1 - Connaître, suivre et maîtriser les consommations d'énergie et d'eau						
CHAN4.1.1 - Connaître, suivre et maîtriser les consommations d'énergie et d'eau	3	Oui		3	Atteint	3
CHAN4.2-Connaître et suivre les consommations d'énergie						

et d'eau						
CHAN4.2.1 - Connaître et suivre les consommations d'énergie et d'eau	2	Oui		2	Suivi des consommations au plus près des usages	1
CHAN4.3 - Maîtrise des consommations d'énergie et d'eau						
CHAN4.3.1 - Maîtrise des consommations d'énergie et d'eau	3	Oui		3	Non atteint	0
CHAN5 - Bilan multi-thématique du chantier						
CHAN5.1 - Bilan multi-thématique du chantier						
CHAN5.1.1 - Bilan multi-thématique du chantier	2	Oui		2	Bilan de fin de chantier et diffusion	2

COMM - Réalisation des activités opé.: Commissionnement		A		67	88,06%	59
COMM1 - Organisation du commissionnement						
COMM1.1 - Agent de commissionnement						
COMM1.1.1 - Missionner un agent de commissionnement (ou recommissionnement ou rétrocomissionnement)	5			5	Tierce partie indépendante	5
COMM1.2 - Périmètres						
COMM1.2.1 - Périmètre fonctionnel	5			5	Périmètre de base	2
COMM1.2.2 - Périmètre temporel	3			3	Périmètre de base	1
COMM2 - Mission de commissionnement						
COMM2.1 - Définition des objectifs						
COMM2.1.1 - Définition des objectifs du commissionnement ou recommissionnement ou rétrocomissionnement	5			5	Définition des objectifs	2
COMM2.2 - Actions de commissionnement (ou recommissionnement / rétrocomissionnement)						
COMM2.2.1 - Plan de Commissionnement	2			2	Plan de commissionnement complet	2
COMM2.2.2 - Examen critique des différentes étapes de la conception, des plans et des spécifications (CCTP)	2	Oui		2	Atteint	2
COMM2.2.3 - Définition des essais fonctionnels	4			4	Option 2 ou Option 3	4
COMM2.2.4 - Inclusion des responsabilités et des tâches des entreprises	4			4	Atteint	4

COMM2.2.5 - Avis sur les documents soumis par les entreprises	2	Oui	2	Atteint	2
COMM2.2.6 - Suivi des travaux	3	Oui	3	Atteint	3
COMM2.2.7 - Implication du futur exploitant	2	Oui	2	Atteint	2
COMM2.2.8 - Mise au point des installations, réalisation des essais définis et analyses	5		5	Réalisation d'essais contradictoires	5
COMM2.2.9 - Réception des travaux et réserves	2	Oui	2	Atteint	2
COMM2.2.10 - Sensibilisation, information, formation	2		2	Suivi d'appropriation	2
COMM2.2.11 - Transfert des informations, formation de l'exploitant	5		5	Vérification / réalisation de la (des) formation(s) et dispositions prises	5
COMM2.2.12 - Fourniture des documents : DOE, DIUO, DUEM, Manuel des Systèmes	3		3	Manuel des systèmes	3
COMM2.2.13 - Tests saisonniers (hiver, été, et mi-saison), et actions correctives si nécessaire	3		3	Atteint	3
COMM2.2.14 - Rapport final de commissionnement à l'issue de la mission	5		5	Rapport de commissionnement et Plan de recommissionnement	5
COMM2.2.15 - Réglages / optimisation des performances	5		5	Atteint	5

GD - Réalisation des activités opé.: Gestion Durable	F	109	0,00%	0
---	----------	------------	--------------	----------

SMR	X			
	X	Niveau max atteignable		
SMR1 - Contexte				
SMR1.1 - Périmètres				
SMR1.1.1 - Définition du périmètre spatial de l'opération, et des prestations minimum en exploitation axe Gestion Durable		M1	M1	

SMR1.1.2 - Définition du périmètre des responsabilités en exploitation				M1	M1	
SMR1.2 - Contexte et enjeux						
SMR1.2.1 - Analyse du site, du contexte de l'opération et de l'état initial				M3	M1	
SMR1.3 - Besoins et attentes des parties intéressées						
SMR1.3.1 - Recueil et formulation des besoins et attentes des parties intéressées pour l'opération				M3	M1	
SMR2 - Engagement						
SMR2.1 - Objectifs de performance visés						
SMR2.1.1 - Choix, hiérarchisation et contextualisation des objectifs de performance visés pour l'opération				M3	M1	
SMR2.2 - Engagement de la Direction						
SMR2.2.1 - Engagement de la direction de l'organisme demandeur sur les objectifs de l'opération				M3	M1	
SMR2.3 - Rôles, responsabilités et autorités						
SMR2.3.1 - Description des rôles, responsabilités et autorités de chaque acteur ou intervenant dans l'opération				M3	M1	
SMR2.3.2 - Désignation d'une ou plusieurs personnes responsables de la mise en place du SMR et de l'évaluation des performances				M2	Non atteint	
SMR2.3.3 - Implication de certains acteurs davantage en amont, afin d'anticiper et d'optimiser les choix et les actions				M2	Non atteint	
SMR2.3.4 - Travail en mode collaboratif, de façon intégrée et interdisciplinaire				M2	Non atteint	
SMR3 - Planification						
SMR3.1 - Gestion des risques						
SMR3.1.1 - Identification des risques pour l'opération et définition d'actions				M3	Non atteint	
SMR3.1.2 - Identification des situations d'urgence possibles et définition des réponses adéquates par rapport aux risques avérés				M3	Non atteint	

SMR3.2 - Planification des actions					
SMR3.2.1 - Description de la succession des étapes de chaque phase ou période de l'opération et éléments organisationnels associés			M3	M1	
SMR3.2.2 - Gestion des modifications			M3	Non atteint	
SMR4 - Ressources et moyens					
SMR4.1 - Compétences					
SMR4.1.1 - Compétences en adéquation avec l'opération, son contexte et ses objectifs			M2	Non atteint	
SMR4.1.2 - Evaluation des intervenants sur l'opération, périodiquement ou à chaque phase, et actions de formation si nécessaire			M3	Non atteint	
SMR4.2 - Passation et suivi des contrats - Politique d'achats					
SMR4.2.1 - Passation des contrats			M2	Non atteint	
SMR4.2.2 - Suivi des contrats au cours de leur réalisation, évolution et réactivité			M2	Non atteint	
SMR4.2.3 - Etablissement des contrats en cohérence avec la politique d'achats responsables du demandeur			M3	Non atteint	
SMR4.3 - Communication et implication des parties intéressées					
SMR4.3.1 - Information et communication auprès des parties intéressées			M3	Non atteint	
SMR4.3.2 - Traitement des réclamations			M3	M1	
SMR4.3.3 - Consultation des parties intéressées			M3	Non atteint	
SMR4.3.4 - Enquête de satisfaction ponctuelle			M3	Non atteint	
SMR4.3.5 - Enquêtes de satisfaction périodiques			M3	Non atteint	
SMR4.4 - Informations documentées					
SMR4.4.1 - Etablissement et maîtrise des informations documentées tout au long de l'opération ou de l'exploitation			M3	M1	
SMR4.4.2 - Utilisation d'outils collaboratifs pour la gestion des informations et documents relatifs à l'opération			M2	Non atteint	

SMR5 - Evaluation						
SMR5.1 - Evaluation						
SMR5.1.1 - Evaluation des performances de l'opération par rapport aux objectifs visés				M1	M1	
SMR6 - Amélioration						
SMR6.1 - Ecart et actions correctives						
SMR6.1.1 - Mise en œuvre d'actions correctives en cas d'écarts				M3	M1	
SMR6.2 - Bilan et capitalisation						
SMR6.2.1 - Bilan de l'opération				M2	Non atteint	
SMR6.2.2 - Bilan périodique de l'opération et révision				M2	Non atteint	
SMR6.2.3 - Bilan de plusieurs opérations, capitalisation et amélioration				M3	Non atteint	

2 ANNEXE 2 : PROFIL DETAILLE OSMOZ

Les exigences indiquées « ATTEINT » ou « A mettre en place » doivent être visées pour maintenir le respect du scoring.

Ces tableaux ne sont qu'un récapitulatif simplifié des exigences visées pour la labellisation OsmoZ. Il est indispensable de se référer aux chapitres correspondants dans le programme technique détaillé.

SANTE ENVIRONNEMENTALE

Thème - Exigence		Détail des exigences	Score levier 1	Score levier 2	État	Scoring projet
Qualité de l'air						
AIR 1 - Vérifier les débits d'air neufs délivrés par la mesure	Débits mesurés conformes au code du travail	<ul style="list-style-type: none"> 25 m³/h/pers. dans les bureaux, ou locaux sans travail physique, et 30 m³/h/pers. dans les locaux de restauration, de vente et de réunion. 	1	1	A mettre en place	1
	Débits mesurés conformes à des normes plus ambitieuses	exemples : NF EN 16798, NF EN 15251, ISO 16000, NF EN 12599, NF ISO 12569, ou autre norme justifiant de débits plus élevés que le code du travail.	2	2	A mettre en place	2
AIR 2 - Améliorer la qualité sanitaire des matériaux de construction en recourant à des produits en contact avec l'air intérieur disposant d'un label environnemental sur les COV	20 % des revêtements	Les labels acceptés sont M1, AgBB, Indoor Comfort Gold, Emicode, Indoor climate label, Blue Angel, GUT, CertiPur, FloorScore, ou tout autre protocole ou label présentant des seuils similaires. Les produits disposant d'un étiquetage A+ sont également conformes. Le pourcentage des revêtements est à renseigner en surface, par rapport aux surfaces des parois en contact avec l'air intérieur (sols, murs, plafonds des locaux à occupation prolongée).	1	1	A mettre en place	1
	50 % des revêtements		2	2	A mettre en place	1
	75 % des revêtements		3	3	Non visé	
AIR 3 - Réaliser des mesures de la qualité de l'air intérieur et respecter les valeurs guides	Atteint / Non atteint	Valeurs seuils minimales : <ul style="list-style-type: none"> COVT ≤ 1500 µg/m³ Formaldéhyde ≤ 50 µg/m³ Benzène ≤ 10 µg/m³ NO₂ ≤ 100 µg/m³ PM2.5 ≤ 35 µg/m³ 	1	1		

	Atteint / Non atteint	Valeurs seuils optimisées : • COVT $\leq 500 \mu\text{g}/\text{m}^3$ • Formaldéhyde $\leq 10 \mu\text{g}/\text{m}^3$ • Benzène $\leq 2 \mu\text{g}/\text{m}^3$ • NO ₂ $\leq 20 \mu\text{g}/\text{m}^3$ • PM2.5 $\leq 10 \mu\text{g}/\text{m}^3$	3	3	A mettre en place	3
AIR 2-3 bis (HQE) - S'assurer d'une bonne qualité d'air intérieur (matériaux de construction, mesure)	Classe B ou C	Si le bâtiment fait l'objet d'une certification HQE Bâtiment Durable, la classe obtenue peut directement être valorisée.	4	4		
	Classe A		6	6		
AIR 4 - Réaliser des mesures supplémentaires de qualité d'air intérieur (CO, CO ₂ , PM10 et/ou Ozone)	Atteint / Non atteint	• CO $\leq 10 \text{ mg}/\text{m}^3$ • CO ₂ $\leq 1000 \text{ ppm}$, ou différence de teneur en CO ₂ entre air extérieur et air intérieur inférieure à 600 ppm • PM10 $\leq 50 \mu\text{g}/\text{m}^3$ • Ozone $\leq 100 \mu\text{g}/\text{m}^3$ L'exigence est validée si les valeurs guides sur trois des quatre polluants mesurés sont respectées.	1	1	A mettre en place	1
AIR 5 - Réaliser un suivi en continu de la qualité de l'air intérieur	Balises	Validée si au moins une balise de mesure a été installée sur le site. La balise doit apporter une mesure en continu rapportée sur une plateforme web. La balise devra être étalonnée tous les 2 ans ou en cas d'événement lors de son utilisation (chaleur, chute). Pour tous ces critères, la balise devra relever à minima : • CO ₂ • COV • particules	1		Non visé	
	Balises réparties sur tout le projet	Si plusieurs balises (telles que décrites ci-dessus) sont installées sur le site selon des règles d'échantillonnage performantes et justifiées.	2		Non visé	
AIR 6 - Améliorer la qualité sanitaire du mobilier en recourant à du mobilier faiblement émetteur	Informations sur le mobilier de bureau	Le porteur dispose d'informations sanitaires sur les émissions associées au mobilier. Ces informations peuvent être fournies par le fabricant.		1	Non visé	

de formaldéhyde et de COV	Certifications / étiquetage sur le mobilier de bureau	Le mobilier dispose de labels intégrant des mesures de COV ou de formaldéhyde, ou respecte les limites préconisées par des standards reconnus : • NF Office Excellence Certifié, • NF Environnement ameublement, • limites AgBB, • BIFMA, • Indoor Advantage, • GreenGuard. • A ou A+		2	A mettre en place	2
AIR 7 - Communiquer sur les résultats de mesure de qualité de l'air auprès des usagers du site	Atteint / Non atteint	Les modes de transmission de ces résultats peuvent être (au choix) : • des réunions de présentation des résultats. • des supports ou livrets de présentation sur les dernières mesures réalisées, • des écrans d'affichage sur la QAI en temps réel. Ces informations doivent être à disposition des utilisateurs à tout moment (livret, intranet...).	1	1	A mettre en place	1
AIR 9 - Mettre en place des pratiques liées à l'amélioration de la qualité de l'air intérieur	5 actions (dont au moins une par rubrique)	Rubrique Minimisation des risques : • Pas d'appareil de combustion dans les espaces occupés, ni de risque de fumée, • Zones fumeurs privées éloignées des fenêtres (ouvrantes), des prises d'air et des entrées du bâtiment, en prenant en compte notamment les vents dominants, • Panneaux d'interdiction de fumer dans les espaces extérieurs, à l'exception de fumeurs dédiés et préservant les non-fumeurs, • Absence d'infiltrations, dégâts des eaux et moisissures, • Activités produisant beaucoup d'humidité (douches, lessives, cuisson) associées à des systèmes de ventilation performants qui évitent tout problème de condensation. Rubrique Traitement des risques : • Identification et traitement du risque radon, • Identification et traitement du risque de pollution des sols (vérifications faites), • Identification des risques de proximité entre les extractions et les prises d'air. Rubrique Maintenance des réseaux, filtration et régulation : • Nettoyage régulier des grilles de ventilation (selon les recommandations du fabricant), • Inspection des gaines de ventilation, • Nettoyage des gaines de ventilation, • Filtration de type F7 (ou ePM1) a minima, • Régulation des espaces à occupation variable par des sondes CO ₂ , ou de la détection de présence (et non par de la programmation horaire), • Mise en place d'un carnet sanitaire aéraulique intégrant les éléments de suivi de la qualité de l'air. Rubrique Pratiques pour l'amélioration de la QAI :	1	1		
	10 actions (dont au moins deux par rubrique)		2	2	A mettre en place	2

	15 actions (dont au moins trois par rubrique)	<ul style="list-style-type: none"> • Produits de nettoyage éco-labellisés, • Aspirateurs équipés de filtre HEPA, • Dépoussiérage effectué de manière humide pour éviter la mise en suspension des particules, • Espaces de reprographie (photocopieuse, impression) bénéficiant d'une extraction d'air dédiée, • Préconisations aux utilisateurs sur l'usage des parfums, bougies, désodorisants. 	3	3		
AIR 10 - Autres bonnes pratiques non couvertes par les autres critères	Atteint / Non atteint		1	1	Non visé	
Qualité d'eau						
EAU 1 - Mesurer régulièrement le niveau de qualité d'eau	Analyse D1 tous les ans	pH, chlore, ammonium, nitrates, turbidité...	1		A mettre en place	1
	Analyse D2 tous les 5 ans	HAP, benzopyrène, nitrites, plomb, cadmium, chrome, cuivre, fer...	1		A mettre en place	1
	Analyse légionelle tous les ans	Legionella pneumophila < 1000 UFC/L avec absence de détection de Legionella spp. (sur ECS).	1		A mettre en place	1
EAU 2 - Réaliser des mesures supplémentaires de qualité d'eau	Analyse d'autres bactéries tous les ans	<ul style="list-style-type: none"> • Pseudomonas aeruginosa < 1 UFC/100 ml (sur EFS) • Dénombrement des microorganismes revivifiables à 22°C < 100 UFC/ml (sur EFS) • Dénombrement des microorganismes revivifiables à 36°C < 10 UFC/ml (sur EFS) 	1		A mettre en place	1
	Autre analyse chimique tous les 5 ans	<ul style="list-style-type: none"> • Métaux et métalloïdes : Arsenic (< 0,01 mg/L), Mercure (< 0,002 mg/L) • Des pesticides : Atrazine (< 0,001 mg/L), Métochlorure, Bentazone (pas de seuil d'action) • BTEX : Benzène (< 0,001 mg/L), Toluène (< 0,15 mg/L), Ethylbenzène (< 0,3 mg/L), Xylène (total : m, p et o) (< 0,5 mg/L) 	1			
EAU 3 - Assurer une température garantie à 55°C en tout point des systèmes de distribution d'ECS	Atteint / Non atteint	(à l'exception des antennes desservant des points de puisage dont le volume est inférieur à trois litres.)	1		A mettre en place	1
EAU 4 - Réaliser une surveillance régulière des réseaux d'eau froide et d'eau chaude sanitaire en tenant à jour un carnet sanitaire	Atteint / Non atteint	Carnet sanitaire : identification, analyse de risque, suivi historique des travaux, journal des interventions, procédures à respecter, gammes de maintenance.	1		A mettre en place	1
EAU 1-3-4 bis (HQE) - S'assurer d'une bonne qualité d'eau	Classe D	Si le bâtiment fait l'objet d'une certification HQE Bâtiment Durable, la classe obtenue pour le thème Qualité de l'eau peut directement être reprise.	1			
	Classe C		3			

	Classe B ou A		5			
EAU 5 - Informer les usagers sur la qualité de l'eau	Atteint / Non atteint	Les actions pouvant être valorisées sont par exemples : • Affichage des mesures de qualité d'eau près d'une fontaine • Information mise à disposition sur intranet ou site internet	1		Non visé	
EAU 6 - Autres bonnes pratiques non couvertes par les autres critères	Atteint / Non atteint		1	1	Non visé	
Ambiance visuelle						
VISU 1 - Favoriser la proximité de la lumière naturelle dans les espaces occupés (bureaux et salles de réunion)	80 % des bureaux à moins de 7 m des façades	Le calcul est à effectuer en nombre de poste de travail. La distance aux façades doit être calculée entre le centre du poste de travail et la façade vitrée. Au-delà d'une distance de 7 m, il est considéré que l'éclairage naturel n'est plus assuré au poste de travail.	1	1	A mettre en place	1
	80 % des bureaux à moins de 4 m des façades		1	1	A mettre en place	1
	50 % des salles de réunions en premier jour		1	1		
VISU 2 - Évaluer la qualité d'accès à la lumière du jour dans les espaces à occupation autre que passagère et respecter des valeurs seuils	FL J $\geq 0,7\%$ ou $10\% \leq AL J < 45\%$ (classe C HQE BD)	<ul style="list-style-type: none"> FL J pour 80 % de la surface de la zone de premier rang, dans 80 % des locaux concernés (en surface), AL J : heures de jour d'éclairage de plus de 300 lux pour 80 % de la surface de plan utile lors de période d'occupation (période d'occupation 8-18h, 9h-19h...). Seules les zones de premier rang peuvent être prises en compte pour le calcul.	1	1	A mettre en place	1
	FL J $\geq 1,5\%$ ou $45\% \leq AL J < 65\%$ (classe B HQE BD)		2	2		
	FL J $\geq 2\%$ ou $65\% \leq AL J \leq 100\%$ (classe C HQE BD)		3	3		
VISU 3 - Protéger de l'éblouissement en éclairage naturel par la mise en œuvre de stores ou protections solaires dans les bureaux et salles de réunions	Atteint / Non atteint	Cette exigence peut par exemple être validée par : <ul style="list-style-type: none"> des protections solaires intérieures et/ou extérieures, des brises soleil fixes verticaux ou horizontaux, des tamiseurs à lumière, des impostes... 	1	1	A mettre en place	1
VISU 4 - S'assurer du respect des critères élémentaires de la qualité d'éclairage artificiel	Niveau d'éclairement	NF EN 12464	1	1	A mettre en place	1
	UGR		1	1	A mettre en place	1
	IRC/Ra		1	1		
VISU 2-3-4 bis (HQE) - S'assurer d'une ambiance visuelle de qualité	Classe D	L'exigence est validée pour les projets ayant obtenue la certification HQE Bâtiment Durable. La classe atteinte sur le thème "Confort visuel" peut être directement reprise.	2	2		
	Classe C		4	4		
	Classe B		5	5		
	Classe A		7	7		
VISU 5 - Prévoir un maximum d'espaces communs à occupation autre que passagère (RIE, salle de pause, cafétéria, salle de fitness, business centers, salle de conférence...) ayant une vue sur l'extérieur	25 % des espaces communs	Le calcul est à réaliser en surface des espaces présentant une vue sur l'extérieur. Exclu. Salle de projection, salle de spectacle, auditorium.	1	1	A mettre en place	1
	50 % des espaces communs		2	2		
	75 % des espaces communs		3	3		

VISU 6 - Mettre en œuvre des actions pour améliorer l'ambiance visuelle	1 à 2 dispositions	Conception de l'éclairage • Variété d'ambiances lumineuses selon les espaces. Cette action est valorisée si des espaces de travail existent avec des niveaux d'éclairement différent, de telle sorte que les collaborateurs puissent choisir ponctuellement de changer d'ambiance lumineuse de travail. Il s'agit par exemple de proposer un espace lumière intense et un espace lumière tamisée. • Éclairage de tâche pour les postes de travail ayant un déficit d'éclairage naturel. • Ambiance nocturne. Cette action requiert la mise en œuvre d'un dispositif automatique ou manuel pour diminuer significativement la quantité de lumière artificielle dans les bureaux 1h avant la fin de la journée ou au coucher du soleil, afin de faciliter la synchronisation éiologique des utilisateurs. • Éclairage artificiel gradable. • Analyse du risque photobiologique lié aux sources d'éclairage et mise en œuvre de mesures préventives Conception des espaces et choix du mobilier • Couleurs de mobilier adaptées pour limiter l'éblouissement (Facteur de réflexion inférieur à 0,6). • Surfaces de mobilier mates ou satinées (avec par exemple du mobilier labellisé Office Excellence Certifié). • Salles de réunion équipées d'écran TV et non de projecteurs, ou tout système évitant d'avoir à baisser les stores pour correctement voir les écrans.		1	A mettre en place	1
	3 à 5 dispositions			2		
	6 dispositions ou plus			3		
VISU 8 - Autres bonnes pratiques non couvertes par les autres critères	Atteint / Non atteint		1	1	Non visé	
Ambiance acoustique						
ACOU 1 - Mesurer la performance acoustique dans les espaces de travail fermés et espaces associés et respecter les niveaux de la norme NF S31-080	Niveau courant	<ul style="list-style-type: none"> Pour les bureaux individuels et collectifs : $L50 \leq 55$ dB(A) Pour les salles de réunion et de formation : $L50 \leq 55$ dB(A) Pour les espaces de détente : $L50 \leq 45$ dB(A) Pour les restaurants : $L50 \leq 50$ dB(A) 	1	1		
	Niveau performant	<ul style="list-style-type: none"> Pour les bureaux individuels et collectifs : $35 \leq L50 < 45$ dB(A) Pour les salles de réunion et de formation : $30 \leq L50 < 35$ dB(A) Pour les espaces de détente : $L50 \leq 45$ dB(A) Pour les restaurants : $40 \leq L50 < 45$ dB(A) 	2	2	A mettre en place	2
	Niveau très performant	<ul style="list-style-type: none"> Pour les bureaux individuels et collectifs $30 \leq L50 < 35$ dB(A) Pour les salles de réunion et de formation : $L50 \leq 30$ dB(A) Pour les espaces de détente : $L50 \leq 35$ dB(A) Pour les restaurants : $L50 \leq 40$ dB(A) 	3	3		

ACOU 2 - Mesurer la performance acoustique dans les plateaux ouverts par une mesure selon la NF S31-199 et respecter les valeurs cibles (bruit ambiant réel < 52 dB)	Mesure	Analyse par un acousticien du respect de cette norme, avec notamment le respect des préconisations d'aménagement présentes dans la norme.	1	1	A mettre en place	1
	Mesure + seuil Laeq respecté	Le bruit ambiant relevé (Laeq) est conforme à la norme selon les types d'espaces identifiés : <ul style="list-style-type: none"> type n°1 : activité réalisée essentiellement par téléphone : 48 < Laeq < 52 dB type n°2 : activité basée sur un travail collaboratif : 45 < Laeq < 50 dB type n°3 : activité basée sur un travail faiblement collaboratif : 40 < Laeq < 45 dB type n°4 : activité pouvant comporter l'accueil du public : Laeq < 55 dB Les mesures doivent être effectuées par une personne qualifiée, selon les critères de l'annexe D de la norme NF S31-199.	2	2		
	Mesure + tous les seuils respectés	Les plateaux ouverts respectent tous les seuils fixés par le nombre, selon les types d'espaces : Laeq, Atténuation Dn, Temps de réverbération Tr, décroissance sonore D2, S.	3	3		
ACOU 3 - S'assurer d'une performance acoustique dans les espaces communs (temps de réverbération ou autre recommandation d'un acousticien)	Atteint / Non atteint	L'exigence suivante doit être validée pour les espaces communs significatifs, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> les halls d'accueil, les principaux lieux de circulation fréquentés, les espaces communs occupés par plus de 50 personnes : auditorium, salles à manger, salle polyvalente. Il est ainsi demandé de respecter pour ces espaces : <ul style="list-style-type: none"> soit un temps de réverbération vérifiant $Tr < 1,2 \text{ s}$ (ou $< 0,15 \cdot V^{1/3}$ si le volume est $> 521 \text{ m}^3$). soit un respect d'exigences de moyens, recommandés par un acousticien (exemple : revêtement de sol de classe A ou B) 	2	2	A mettre en place	2
ACOU 1-2-3 bis (HQE) - Mesurer la performance acoustique	Classe C + (L50 ou Laeq < 50 dB)	Si le bâtiment fait l'objet d'une certification HQE Bâtiment Durable, la classe obtenue pour le thème Confort acoustique peut directement être reprise. Il est cependant demandé de réaliser en complément une mesure de bruit ambiant (L50 ou Laeq 0 dB).	4	4		
	Classe B + (L50 ou Laeq < 50 dB)		6	6		
	Classe A + (L50 ou Laeq < 50 dB)		8	8		

ACOU 4 - Adapter les aménagements et le positionnement des espaces pour améliorer la performance acoustique	Au moins 2 dispositions	Liste d'action • Cloisonnements intermédiaires (mi-hauteur) absorbants dans les open spaces ayant une densité de plus de 1 pers. pour 12 m ² . • Ajouts de revêtements absorbants supplémentaires (en plus des faux-plafonds et moquettes).		1	Non visé	
	Au moins 4 dispositions	• Création de phonebooth - bulles permettant de téléphoner sans déranger les autres salariés. Accessible dans chaque plateau de bureau. • Lieux d'isolement pour pouvoir travailler seul, accessibles dans chaque plateau de bureau. • Distinction entre des espaces ouverts " zen " calmes et des espaces " collaboratifs " plus bruyants, par un affichage mis en œuvre, ainsi que la possibilité pour les collaborateurs de choisir leur poste de travail.		2		
	Au moins 6 dispositions	• Equipements bruyants (reprographie) éloignés sans vue directe ou séparés par une porte fermée ou une cloisonnette. • Positionnement des espaces de travail protégés des sources de bruit (RIE, sanitaire, fitness, locaux techniques, sources de bruit extérieurs). • Aire d'absorption équivalente égale à : AAEsol+plafond ≥ 0,7 S (surface au sol).		3		
ACOU 6 - Autres bonnes pratiques non couvertes par les autres critères	Atteint/Non atteint		1	1	Non visé	
Ambiance thermique						
THERM 1 - Assurer une construction permettant le confort thermique des occupants	Surveillance des conditions de confort dans les espaces de travail	Des paramètres de confort sont surveillés dans les espaces de travail (mesures ponctuelles mensuelles ou avec une balise si pas de GTB, report de GTB sinon). L'objectif est de s'assurer du respect de conditions élémentaires de confort thermique. Il est demandé à minima de suivre la température et un autre paramètre parmi : humidité, vitesse d'air, température résultante.	1		Non visé	
	Contrôle de l'ambiance thermique par l'occupant	L'occupant peut maîtriser l'ambiance thermique (par local ou par plateau), selon une variation de +/- 1 °C à minima. Il importe de s'assurer de l'efficacité de ce réglage, par des mesures ponctuelles.	1		A mettre en place	1
	Régulation et respect des températures de consigne	L'immeuble dispose d'un équipement de régulation des températures (local ou central, par GTB) afin de définir une température de consigne. Il importe de s'assurer du respect de cette consigne, par des mesures ponctuelles.	1		A mettre en place	1
	Facteurs solaires satisfaisants	Le facteur solaire (avec protections solaires en place) de toutes les baies des locaux à occupation autre que passagère est : S < 0,25 pour les orientations autre que Nord, S < Sref pour l'orientation Nord.	1		A mettre en place	1
THERM 1 bis (HQE) - Assurer une construction	Classe C	Si le bâtiment fait l'objet d'une certification HQE Bâtiment Durable, la classe	2			

permettant le confort thermique des occupants	Classe B ou A	obtenue pour le thème « Confort hygrothermique » peut directement être reprise.	4			
THERM 2 - Évaluer la qualité du confort thermique, au travers de mesures ou simulations	Atteint - Non atteint	<ul style="list-style-type: none"> Mesure selon la norme ISO 7730 et calcul de l'indice PMV PPD ou simulation (pour les immeubles chauffés et refroidis) Mesure de l'indice WBGT (ISO 7243) NF EN 15251:2007 - Catégorie II ou B (confort adaptatif), pour les immeubles non refroidis en été. 	3	3	A mettre en place	3
THERM 3 - Mettre en œuvre des dispositions architecturales et / ou des aménagements favorisant le confort thermique	De 2 à 3 dispositions	<ul style="list-style-type: none"> Stores intérieurs ou extérieurs prévus pour tous les postes de travail soumis à ensoleillement ; Stores intérieurs ou extérieurs prévus pour les salles de réunion et tous les espaces associés avec postes de travail (banques d'accueil, services de maintenance, etc.) ; Abords du bâtiment paysagés sur une bande d'au moins 3 m (herbes, buissons, arbres), à limiter ou privilégier sur les façades présentant un enjeu de confort d'été ; Espaces équipés de ventilateurs ou autres solutions permettant le brassage d'air en été ; Espaces à occupation autre que passagère pouvant disposer d'une ventilation traversante ; Brises soleils fixes ou casquettes (si leur efficacité est réelle) ; Revêtements de façade clairs ; Matériaux intérieurs intégrés pour favoriser l'inertie (niveau d'inertie "moyenne" selon RT2012) ; 	1	1		
	De 4 à 5 dispositions	<ul style="list-style-type: none"> Matériaux intérieurs intégrés pour limiter l'effet de paroi froide (objectif d'écart de température entre l'air ambiant et les murs $\leq 3^{\circ}\text{C}$) Cahier des charges techniques d'aménagement fourni par le propriétaire et scrupuleusement respecté (densité d'occupation, aménagement, règles de paramétrage des équipements techniques, etc.). 	2	2	A mettre en place	2
	Au moins 6 dispositions		3	3		
THERM 5 - Autres bonnes pratiques non couvertes par les autres critères	Atteint - Non atteint		1	1	Non visé	
Ondes électromagnétiques						
ONDE 1 - Réaliser une évaluation du risque lié à l'exposition des salariés aux champs électromagnétiques	Évaluation réalisée sans mesures	La mise en place d'une identification des sources de champs (externes et internes) et de l'évaluation des risques associés.	1	1		
	Évaluation réalisée avec mesures	Des mesures sont effectuées pour quantifier ce risque. Ces mesures doivent a minima couvrir les zones identifiées comme les plus à risque.	2	2	A mettre en place	2
ONDE 2 - Respecter les seuils limites d'exposition des collaborateurs aux ondes électromagnétiques	Respect des seuils de la recommandation 1999/519/CE		1	1		

	Idem + seuils 5 V/m pour les radiofréquences et 0.4 µtesla pour les champs 60 Hz		2	2		
	Idem + seuils 1,5 V/m pour les radiofréquences et 0.2 µtesla pour les champs 60 Hz		3	3	A mettre en place	3
ONDE 3 - Limiter l'exposition aux ondes électromagnétiques par les dispositions architecturales et le choix d'équipements techniques	1 à 2 dispositions	<p>Liste d'action (Non exhaustive) :</p> <p>Pour les équipements techniques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Penser à choisir des équipements à bon rendement énergétique (générateur le plus souvent d'un moindre champ électromagnétique, même si le lien entre rendement énergétique et champ électromagnétique n'est pas direct). • Utiliser des sources de production d'énergie qui délivrent du courant continu. Pour le photovoltaïque, le convertisseur est notamment à prendre en compte. • Travailler particulièrement les liaisons entre équipements et réseaux (positionnement des colonnes montantes à l'écart des pièces à occupation prolongée ou sensibles, positionnement des principaux câbles à l'écart des pièces à occupation prolongée ou sensibles). <p>Pour les dispositions techniques et architecturales :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Positionnement des équipements générateurs de champs à distance des zones d'occupation. 	1	1		
	3 dispositions ou plus	<ul style="list-style-type: none"> • Entre le transformateur et le tableau de distribution basse tension, recours à une liaison par des câbles disposés en trèfle générant moins de champ magnétique qu'une liaison par des câbles disposés en nappe. • Positionnement du transformateur à l'extérieur de la construction (quelques mètres à une dizaine de mètres selon la puissance) ou demander le blindage du local où il se trouve (mur métal, plaques de fer doux, plaques d'aluminium) afin de réduire le champ magnétique. • Mise en œuvre d'un blindage électrique et magnétique des câbles électriques et des équipements générateurs de champ. Attention cependant, la réalisation d'un blindage efficace est complexe : son efficacité dépend de la fréquence du champ que l'on cherche à réduire, de la nature des matériaux, de leur épaisseur et de la mise en œuvre de ce blindage. • Mise en œuvre de peintures anti-ondes électromagnétiques (surtout efficaces pour les champs magnétiques hautes fréquences) dans les locaux où sont positionnés les transformateurs et équipements générateurs de champs. 	2	2	A mettre en place	2
ONDE 1-2-3 bis (HQE) – Mesurer et limiter l'exposition aux ondes électromagnétiques	Classe C	Si le bâtiment fait l'objet d'une certification HQE Bâtiment Durable, la classe obtenue pour le thème « Ondes électromagnétiques » peut directement être reprise.	2	2		
	Classe B		5	5		

	Classe A		7	7		
ONDE 4 - Limiter l'exposition aux ondes électromagnétiques par les dispositions d'aménagement	1 à 2 dispositions	Liste d'action (Non exhaustive) <ul style="list-style-type: none"> • Utilisation d'Interrupteurs Automatiques de Champ (IAC) qui permettent de diminuer le niveau d'exposition électromagnétique ; • Positionnement des sources de rayonnements éloignés des postes à occupation prolongée ; • Mise en place de répéteurs GSM (dont la puissance est correctement réglée) dans les immeubles pour éviter les problèmes de réseau et l'émission excessive des téléphones portables ; • Mise en place de suffisamment de bornes Wifi pour limiter la puissance des émetteurs ; • Création d'espaces " free zone " sans ondes Wifi, zones de confort électromagnétique clairement identifiés permettant de protéger les individus à risque. 		1	A mettre en place	1
	3 dispositions ou plus			2		
ONDE 7 - Autres bonnes pratiques non couvertes par les autres critères	Atteint - Non atteint		1	1	Non visé	
		Point bonus (max 3 points par enjeu) :				0
Max levier 1 hors bonus :	61	Score total obtenu levier 1 :				43
		Évaluation levier 1 (au moins 30 % requis) :				70,5%
Max levier 2 hors bonus :	57	Score total obtenu leviers 1 et 2 :				38
		Évaluation leviers 1 et 2 (au moins 30 % requis) :				66,7%

HYGIENE DE VIE

Thème - Exigence		Détail des exigences	Score levier 1	Score levier 2	État	Scoring projet
Activité physique						
PHYSI 1 - Accéder à l'activité sportive par la présence ou la proximité d'équipements sportifs	Salle de douches et vestiaires	Ces espaces sont accessibles à toute heure durant l'ouverture du bâtiment, équipés de casiers et correctement dimensionnés au regard du nombre de salariés pratiquant une activité salissante ou sportive.	1	1	A mettre en place	1
	Salle de sport à l'intérieur du bâtiment ou mutualisé (1% SDP)	Elle dispose a minima d'une surface de 1 % par rapport à la surface du bâtiment avec un minimum de 15 m² et un maximum exigé de 200 m².	2	2	Non visé	
	Infrastructures sportives à moins de 10 minutes	Le critère est atteint si des infrastructures sportives existent à moins de 10 minutes à pied et peuvent être potentiellement utilisées par les collaborateurs du site. Salle de sport indépendante, piste d'athlétisme, parcours sportif, terrain pour jeu collectif, court de tennis...	2	2	Non visé	
PHYSI 3 - Inciter aux promenades et aux déplacements par un design actif du bâtiment	Escaliers attractifs	Les escaliers principaux doivent être rendus attractifs par un soin apporté à leur visibilité depuis les autres espaces, leur éclairage et leur qualité architecturale et/ou décoration. Pour obtenir les points associés, les critères suivants doivent a minima être respectés : • vue directe depuis le hall et les plateaux desservis (parois vitrées, oculus...), • éclairage naturel ou soin architectural avec la présence d'éléments de décoration (plantes, art, affichages, photos...).	2	2	A mettre en place	2
	Circulations intérieures traitées avec soin	Les circulations principales doivent être rendues agréables par un soin apporté à leur éclairage, leur aménagement et/ou leur décoration. Peuvent par exemple être pris en compte : intégration d'art, affichages de photos, vues sur l'extérieur...	1	1	A mettre en place	1
	Potentiel piétonnier du quartier et/ou de la parcelle	Les espaces extérieurs (parcelle, pied d'immeuble et/ou quartier) doivent être propices à la marche, la détente, la rencontre au travers de verdure et/ou d'animation en pied d'immeuble et de cheminements piétons.	1	1	A mettre en place	1
PHYSI 4 - Inciter au mouvement au travail par un design actif des aménagements et du mobilier	Postes de travail debout	Présence de postes permettant un travail en position debout. Le nombre de postes concerné doit couvrir a minima 15 % des postes proposés.		1	Non visé	
	Postes réglables en hauteur permettant de passer en position debout	Le site dispose a minima de 15% de postes réglables en hauteur permettant de passer en position debout.		1	Non visé	

	Sièges particuliers sollicitant les muscles ou postes de travail sportifs	Mise à disposition de ballons, swissballs ou autres types de postes sportifs. Il n'est pas exigé un nombre minimal de sièges. Par contre, les équipements doivent être proposés et fournis aux collaborateurs qui en feraient la demande, ou être en libre accès aux collaborateurs.		1	Non visé	
PHYSI 6 - Autres bonnes pratiques non couvertes par les autres critères	Atteint / Non atteint		1	1	Non visé	
Alimentation						
ALIM 1 - Accéder à une eau potable à proximité des espaces de travail et dans les salles de pause	Atteint / Non atteint	Présence d'une fontaine à eau, de distributeur de bouteilles d'eau ou d'un point d'eau potable dans les espaces communs à proximité des espaces de travail et dans la salle de pause. En outre, dans le cas d'une présence de fontaines à eau, il est demandé de disposer d'un contrat d'entretien pour ces points d'eau.	1	1	A mettre en place	1
ALIM 2 - Mettre à disposition des espaces aménagés permettant d'apporter, de conserver et de réchauffer son repas	Atteint / Non atteint	Cet emplacement doit contenir a minima les équipements suivants : • évier à proximité immédiate, • micro-ondes, • réfrigérateur, • tables, • chaises. Cet espace peut se situer dans un local ou espace dédié, ou à l'intérieur d'un espace de restauration collective présent sur le site.		2	A mettre en place	2
ALIM 3 - Accéder à une offre de restauration diversifiée sur site ou à proximité	1 à 2 types	Cette exigence requiert l'existence d'une offre de restauration sur site ou à proximité. Les offres doivent être situées à moins de 10 minutes (à pied) du site et être diversifiées. Les points sont comptabilisés en fonction du nombre de types d'offres différentes, dans la liste (non exhaustive) suivante : • saladeries, • boulangeries, • autres points de ventes d'alimentation rapide, • café-restaurants & brasseries, • épicerie, traiteurs, et autres points de ventes d'alimentation déjà préparés, • maraîcher, primeur et autres points de ventes de fruits et légumes.	1	1	Non visé	
	3 à 4 types		2	2	Atteint	2
	Plus de 5 types		3	3	Non visé	
ALIM 7 - Autres bonnes pratiques non couvertes par les autres critères	Atteint / Non atteint		1	1	Non visé	
Fatigue et repos						
FATI 2 - Mettre à disposition des espaces de pause et de repos pour les collaborateurs	Espaces de pause qualitatifs	Le critère requiert des espaces de pause dédiés et traités de manière qualitative. Ces espaces doivent : • être suffisamment dimensionnés : ils doivent a minima permettre d'accueillir 10% de l'effectif présent sur le site, • disposer d'un accès en lumière du jour, • disposer d'assises confortables (chaises, fauteuils...).	2	2	A mettre en place	2

	Espace de repos et de sieste	Le critère requiert des espaces de repos ou de sieste éloignés des espaces de travail et des espaces agressifs (bruit). Ces espaces doivent comprendre des fauteuils, canapés, poufs, ou autre mobilier pour s'allonger avec une ambiance silencieuse et isolée (rideau, occultation...). Ils doivent permettre aux collaborateurs de venir se ressourcer, se détendre, se reposer et/ou méditer à l'abri des regards.	2	2	Non visé	
FATI 5 - Autres bonnes pratiques non couvertes par les autres critères			1	1	Non visé	
Accompagnement individuel à la santé						
ACCOM 7 - Autres bonnes pratiques non couvertes par les autres critères	Atteint / Non atteint		1	1	Non visé	
Interaction avec la nature						
NATU 1 - Permettre une interaction avec la nature par des vues vers des éléments naturels	20 % des espaces ont des vues sur des éléments naturels extérieurs	Sont considérés comme des vues sur des éléments naturels extérieurs toute vue sur un paysage, des arbres, de la végétation ou de l'eau courante (rivière, mare...). Des espaces dont les vues seraient masquées par de la vitrophanie, du mobilier ou d'autres éléments de décoration ne peuvent être comptabilisés.	1		Non visé	
	40 % des espaces ont des vues sur des éléments naturels extérieurs		2		A mettre en place	2
	60 % des espaces ont des vues sur des éléments naturels extérieurs		3		Non visé	
NATU 2 - Permettre une interaction avec la nature au travers de la présence ou proximité de surfaces végétalisées en extérieur	30 % des surfaces de la parcelle	Les surfaces végétalisées à proximité ou sur la parcelle qui peuvent être comptabilisées sont les suivantes : • surfaces végétalisées de la parcelle librement accessibles par les collaborateurs (pelouses, espaces verts, jardins, hors espaces inaccessibles), • espaces verts à proximité du site (moins de 200m) librement accessibles par les collaborateurs, • toitures et terrasses végétalisées ou présentant une forte présence de plantes en pots (couverture végétale correspondant au moins à la moitié des surfaces au sol). Ces toitures et/ou terrasses doivent être librement accessibles pour être comptabilisées.	1	1	A mettre en place	1
	60 % des surfaces de la parcelle		2	2	Non visé	
	90 % des surfaces de la parcelle		3	3	Non visé	
NATU 3 - Intégrer des éléments végétaux en intérieur (plantes en pots ou jardinières, murs végétalisés, jardins d'intérieur) NB: Ces éléments végétaux doivent faire l'objet d'un contrat d'entretien pour limiter la prolifération d'éléments allergènes ou de bactéries	Ponctuellement	Présence de quelques éléments végétaux, a minima dans les halls et les grands espaces communs.	1	1	Non visé	
	Fréquemment	Présence d'éléments végétaux dans les espaces communs et une majorité d'autres espaces (bureaux, salles de réunion, salles de détente...).	2	2	A mettre en place	2

	Quasi systématiquement	Présence dans chaque espace d'usage ou presque.	3	3	Non visé	
NATU 4 - Permettre une expérience de la nature par l'accès et le contact direct avec la nature	Atteint / Non atteint	Cela peut inclure, par exemple: <ul style="list-style-type: none"> • Jardin intérieur (jardin d'hiver) ou extérieur aménagé et accessible par les collaborateurs, • Potager intérieur ou extérieur accessible par les collaborateurs, • Pelouses aménagées, • Postes de travail ou salles de réunion extérieures, • Bassin intérieur avec assises à proximité, • Espaces de jeux extérieurs. 		3	A mettre en place	3
NATU 5 - Intégrer des éléments de design rappelant la nature dans la conception du bâtiment et/ou des aménagements	Lien invisible avec la nature	Le site dispose de stimulations naturelles (auditives, olfactives, gustatives) faisant référence à la nature : feux, plantes odorantes, bruit de l'eau, potagers à disposition des collaborateurs...	1	1	A mettre en place	1
	Présence de l'eau	Les lieux intègrent une présence d'eau intérieure ou sont en lien visuel avec une présence d'eau extérieure : rivière, cours d'eau, noues, murs d'eau, aquarium, fontaine, reflets d'eau...	1	1	Non visé	
	Formes et motifs biomorphiques	Le site dispose d'éléments architecturaux ou de décoration visibles dans les locaux, basés sur la série de Fibonacci ou le nombre d'or, ornements et moulures, ou tout autre motif rappelant la nature (fleurs, feuilles, animaux...).	1	1	Non visé	
	Lien matériel avec la nature	L'opération présente des matériaux naturels ou rappelant la nature : grains de bois naturels, cuir, pierre, textures fossiles, bambou, rotin, herbes séchées, liège... associés à des palettes de couleurs naturelles.	1	1	A mettre en place	1
NATU 7 - Autres bonnes pratiques non couvertes par les autres critères	Atteint / Non atteint		1	1	Non visé	
Propreté et salubrité						
PROPR 1 - Limiter la prolifération bactérienne par des choix sur la conception des bâtiments et les composants	Atteint / Non atteint	Sont a minima requis : <ul style="list-style-type: none"> • Carrelage (ou tout autre revêtement lessivable disposant d'un traitement bactériostatique et fongistatique) sur les murs et aux sols des sanitaires (a minima des cabines), • Surface lessivable dans les locaux déchets, • WC suspendus, • Absence de matériaux poreux pour le choix des revêtements des sols et des murs, • Carrelage dans les locaux avec présence d'eau, • Revêtements nettoyables. 	1		A mettre en place	1

PROPR 2 - Limiter la prolifération bactérienne par des choix sur l'aménagement	Atteint / Non atteint	Par exemple: • Le choix de matériaux d'ameublement où toute surface poreuse est absente, • Le choix d'équipements de cuisine aisés à nettoyer, • La présence d'équipements appropriés dans les sanitaires : savons, sèche-mains électriques ou serviettes en papier, • Les poubelles et conteneurs de tri avec couvercles.		1	A mettre en place	1
PROPR 3 - Prévoir des espaces de collecte et stockage intermédiaire pour limiter la prolifération des bactéries dans les espaces de travail	Atteint / Non atteint	Les éléments suivants doivent être respectés : • Présence de zones de collecte intermédiaire des déchets d'activité : accessibilité et signalétique des zones de collecte intermédiaire de façon à encourager les occupants à faire des dépôts volontaires, • Présence d'une zone de regroupement pour le stockage d'une partie des déchets pour faciliter le travail du personnel de ménage (par exemple sur un plateau de bureau).	1	1	A mettre en place	1
PROPR 4 - Optimiser les fréquences de nettoyage pour assurer la propreté des locaux	Atteint / Non atteint	Les éléments suivants doivent être précisés dans le contrat de maintenance avec le prestataire de nettoyage (ou le process de nettoyage si service interne) : • Nettoyages réguliers (à minima annuels) des moquettes et tissus, • Procédures de nettoyage régulier (à minima mensuel) sur le matériel informatique et téléphonie, vecteur de microbes et de polluants, • Vigilance sur l'eau stagnante près des plantes vertes, rendant favorable le développement d'insectes, de bactéries et de champignons, • Nettoyage des équipements électroménagers (bonbonnes, appareils à café, réfrigérateurs), si laissés à la responsabilité de l'agent de nettoyage.	2		A mettre en place	2
PROPR 6 - Autres bonnes pratiques non couvertes par les autres critères	Atteint / Non atteint		1	1	Non visé	
		Point bonus (max 3 points par enjeu) :				0
Max levier 1 hors bonus :	34	Score total obtenu levier 1 :				21
		Évaluation levier 1 (au moins 30 % requis) :				61,8%
Max levier 2 hors bonus :	37	Score total obtenu leviers 1 et 2 :				22
		Évaluation levier 2 (au moins 30 % requis) :				59,5%

EQUILIBRE VIE PROFESSIONNELLE / VIE PERSONNELLE

Thème - Exigence		Détail des exigences	Score levier 1	Score levier 2	État	Scoring projet
Transports et mobilité						
MOBI 1 - Assurer un accès au lieu de travail pour les collaborateurs et autres utilisateurs par la présence de transport en commun ou de navette	Au moins une ligne à moins de 800 m		1	1		
	Au moins deux lignes à moins de 800 m ou 1 à moins de 400 m		3	3		
	Au moins trois lignes à moins de 800 m ou 2 à moins de 400 m		5	5		
MOBI 2 - Favoriser l'utilisation du vélo par la présence de locaux	0.5 % de la surface de plancher		1	1		
	1.5 % de la surface de plancher		2	2		
MOBI 3 - Offrir un espace de stationnement pour les véhicules électriques adapté aux besoins	10 % du nombre de place	La mise en place de bornes d'attente (dispositions conservatoires) peut être autorisée sur une partie des places de stationnement. Cependant, a minima la moitié des places prévues doivent effectivement être équipées de branchements, et 100 % des collaborateurs disposant d'un véhicule électrique doivent pouvoir recharger leur véhicule. NB : Il est également possible de valoriser des bornes électriques publiques dans le calcul du nombre de places, à la condition qu'elles soient situées à moins de 200 m de l'entrée du site.	1	1		
	20 % du nombre de place		2	2		
MOBI 1-2-3 bis (HQE) - Assurer un accès au lieu de travail pour les collaborateurs et autres utilisateurs par la présence d'infrastructures de transport	Classe E	Dans le cas où l'opération présente une certification HQE Bâtiment Durable, il est possible de reprendre la note obtenue sur le thème Transport.	1	1		
	Classe D		2	2		
	Classe C		4	4	Atteint	4
	Classe B		7	7		
	Classe A		9	9		
MOBI 12 - Autres bonnes pratiques non couvertes par les autres critères	Atteint / Non atteint		1	1		
Services aux utilisateurs						
SERV 1 - Assurer la présence de services à proximité (moins de 10 minutes à pied) ou à l'intérieur de bâtiments	• Restaurant	Cette exigence requiert la présence sur le lieu de travail (ou à proximité) de services ou de commerces. Les services peuvent être implantés à l'intérieur du site ou être situés à moins de 10 minutes du site (à pied).	1	1		
	• Commerces de proximité		1	1		
	• Services médicaux	On entend par service de conciergerie les services suivants : pressing, colis, livraison de course, retouches...	1	1		
	• Parcs ou espaces verts publics		1	1		

	<ul style="list-style-type: none"> • Activités sportives • Services locaux et administratifs • Service bien-être • Conciergerie 		1	1		
			1	1		
			1	1		
			1	1		
SERV 1 bis (HQE) - Assurer la présence de services à proximité ou à l'intérieur de bâtiments	Classe E	Dans le cas où l'opération présente une certification HQE Bâtiment Durable, il est possible de reprendre la note obtenue sur le thème Service.	1	1		
	Classe D		2	2		
	Classe C		4	4	Atteint	4
	Classe B		6	6		
	Classe A		8	8		
SERV 2 - Informer les collaborateurs sur les principaux services et commerces à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment	Atteint / Non atteint	Réalisation d'un état des lieux des principaux services et commerces présents sur site ou à proximité et d'en porter la liste et la situation à connaissance des collaborateurs.	1	1	A mettre en place	1
SERV 5 - Autres bonnes pratiques non couvertes par les autres critères	Atteint / Non atteint		1	1	Non visé	
Conciliation des temps, des lieux et télétravail						
TEMPS 1 - Prendre les dispositions architecturales et/ou d'aménagement pour permettre l'ouverture des espaces à des collaborateurs nomades ou externes	Atteint / Non atteint	<p>Cette exigence vise à assurer la possibilité pour les occupants d'ouvrir des espaces pour le travail de collaborateurs nomades (d'autres sites appartenant à l'organisation occupante ou d'organisations tierces). Pour cela, il est demandé de justifier les mesures prises en matière de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gestion des accès, • Mise à disposition de salles de travail équipées, • Classement ERP <p>Le nombre d'espaces et leurs surfaces doivent être dimensionnés a minima au regard du nombre de collaborateurs nomades et de l'activité.</p>	2	2	A mettre en place	2
TEMPS 3 - Permettre aux collaborateurs de travailler à distance en leur fournissant les moyens nécessaires	Outils informatiques et de téléphonie pour travailler à distance	<ul style="list-style-type: none"> • des équipements informatiques (ordinateur portable) et de téléphonie mobiles nécessaires, • d'un accès à un serveur à distance sécurisé permettant d'accéder aux informations professionnelles, • d'outils de collaboration à distance. Les approches de type " Bring your own device " peuvent également être valorisées dans la mesure où elles ne sont pas imposées par l'organisation (la demande vient du collaborateur), et dans la mesure où les outils et documents nécessaires au travail sont bien accessibles aux collaborateurs dans le cadre de ce type d'approche. 		2	Non visé	

	Accès à des bureaux de passage, espaces de co-working, télécentres	Ceci peut se faire par des partenariats avec des acteurs tiers, par des bureaux mis à disposition des collaborateurs nomades dans d'autres sites de l'organisation, par de la location d'espaces... Il s'agit ainsi de permettre aux collaborateurs nomades ou en télétravail d'accéder à des salles de réunion et/ou bureaux équipés, de mieux séparer vie privée et vie professionnelle, voire d'accéder à des lieux collaboratifs encourageant l'échange, l'ouverture et la création de réseaux.		2	A mettre en place	2
TEMPS 4 - Autres bonnes pratiques non couvertes par les autres critères	Atteint / Non atteint		1	1	Non visé	
Rythme de travail et déconnexion						
RYTHM 5 - Autres bonnes pratiques non couvertes par les autres critères	Atteint / Non atteint		1	1	Non visé	
Vie personnelle et familiale						
VIE 2 - Faciliter la parentalité par des espaces de garde ou d'allaitement dans ou à proximité du bâtiment	Garderie et/ou crèche inter ou intra entreprise		1	1	Non visé	
	Salle d'allaitement	Une salle d'allaitement s'entend comme un espace confidentiel, isolé, équipé d'un fauteuil. Un réfrigérateur doit être également accessible dans ou à proximité de la salle. Il sera intégré dans / à proximité de l'infirmerie.	1	1	A mettre en place	1
VIE 7 - Autres bonnes pratiques non couvertes par les autres critères	Atteint / Non atteint		1	1	Non visé	
		Point bonus (max 3 points par enjeu) :	0			
Max levier 1 hors bonus :	22	Score total obtenu levier 1 :	12			
		Évaluation levier 1 (au moins 30 % requis) :	54,5%			
Max levier 2 hors bonus :	26	Score total obtenu levier 2 :	14			
		Évaluation levier 2 (au moins 30 % requis) :	53,8%			

COMMUNICATION ET LIEN SOCIAL

Thème - Exigence		Détail des exigences	Score levier 1	Score levier 2	État	Scoring projet
Communication						
COMM 1 - Proposer des trames architecturales favorisant les échanges et interactions sur le site	Une disposition	Les dispositions pouvant ainsi être valorisées sont (liste non-exhaustive) : • Taille et positionnement des plateaux de bureaux, des bureaux encloisonnés, des salles de réunions et bulles d'échange incitant au passage et à l'échange. • Positionnement et cheminement des circulations et dessertes verticales permettant d'éviter que certains espaces soient enclavés. • Ouverture des dessertes verticales sur les circulations. Dans le cas d'escaliers d'usage encloisonnés, les portes d'accès doivent être asservies au système de sécurité et maintenues en position ouverte en usage courant. A défaut, leur accès doit être mis en valeur : couleur/marquage attirant l'œil, vitrage... • Présence de hall ou atrium, positionné et aménagé de manière à servir de forum.	1	1		
	Deux dispositions		2	2	A mettre en place	2
	Trois dispositions ou plus		3	3		
COMM 2 - Favoriser les interactions et les échanges informels en aménageant les espaces de passage	Une disposition	Il s'agit notamment de proposer des connexions entre les différents espaces au travers de l'aménagement de lieux informels : • entre les différents espaces de plateaux, • aux croisements de plusieurs territoires d'équipes, • dans les halls et les atriums, forums et autres espaces de rencontres, • entre les espaces de réunion et les espaces de plateaux...		1	Non visé	
	Deux dispositions			2		
	Trois dispositions ou plus			3		
COMM 5 - Autres bonnes pratiques non couvertes par les autres critères	Atteint / Non atteint		1	1	Non visé	
Convivialité et cohésion d'équipe						
CONVI 1 - Mettre à disposition des lieux de convivialité équipés d'éléments ludiques de détente et convivialité	Atteint / Non atteint	La finalité de cette exigence est de permettre aux collaborateurs de se rencontrer et de pouvoir se regrouper dans des espaces communs, permettant la convivialité. Il peut s'agir notamment d'une salle équipée d'éléments ludiques, de détente et de convivialité (exemple : babyfoot, ping pong, jeux...). Cet espace doit être suffisamment dimensionné. Il doit être doté d'un mobilier adapté selon les échanges : debout, semi-debout, plus informel.		2	Non visé	
CONVI 5 - Prévoir une personne en charge de l'animation et du lien social	Atteint / Non atteint	Ce référent a pour rôle d'évaluer et lutter contre le "mal-être" au travail, et de favoriser les échanges et la convivialité. Il doit être différent du responsable des ressources humaines et des IRP (CHO - Chief Happiness Officer).		2	Non visé	
CONVI 7 - Autres bonnes pratiques non couvertes par les autres critères	Atteint / Non atteint		1	1	Non visé	

Appropriation et personnalisation						
APPRO 1 - Mettre en œuvre une identité architecturale ou visuelle propre au site	Atteint / Non atteint	Il s'agit de valoriser une architecture particulière permettant d'identifier aisément le bâtiment dans son environnement urbain, ou bien des éléments de conception cohérents créant une identité : bâtiment iconique, geste architectural, formes ou couleurs distinctives... Les éléments valorisés peuvent être des éléments d'ornementation extérieurs ou intérieurs (ornementation des façades, reprise de couleurs et formes symboliques au niveau de l'entrée du site...), ou des particularités intrinsèques au site (bâtiment particulier, classé ou avec une architecture distinctive...).	1	1	A mettre en place	1
APPRO 2 - Permettre une personnalisation des locaux à l'échelle des équipes et/ou services	Atteint / Non atteint	À titre illustratif, il peut s'agir d'une personnalisation lors du choix d'aménagement ou encore d'emplacements réservés pour cette personnalisation, en matière de : <ul style="list-style-type: none"> • Ambiances et couleurs, • Choix de mobilier, • Espaces verticaux d'expression et de communication pour l'équipe et/ou le service... 		2	A mettre en place	2
APPRO 3 - Permettre une personnalisation du poste de travail par les collaborateurs	Atteint / Non atteint	En cas de bureau fermé : <ul style="list-style-type: none"> • Afficher le nom du ou des collaborateurs partageant le bureau, • Les faire participer à la décoration du lieu (tableau, plante...), • Permettre un affichage ou la décoration avec des éléments personnels Dans un open space : <ul style="list-style-type: none"> • Fournir des espaces de rangement, • Permettre l'affichage de photos d'équipe, • Faire participer les collaborateurs au choix des plantes ou décoration, • Permettre la pose, sur le bureau, d'éléments personnels. En cas de bureaux partagés (ou flex-office) : <ul style="list-style-type: none"> • Fournir des espaces de rangement personnalisables, • Fournir un espace de convivialité, point de repère ou rassemblement pour les équipes, • Faire participer les collaborateurs au choix des plantes ou décoration. 		2	Non visé	
APPRO 4 - Faciliter l'appropriation du bâtiment par les collaborateurs et visiteurs par la mise à disposition de plans et par la signalétique	Affichage de plan(s) des niveaux	Présence d'un plan par niveaux permettant la localisation des différents services pour les collaborateurs et les visiteurs. Ces plans doivent être accessibles dès l'accueil et/ou dès la sortie des dessertes verticales principales. Sans effort particulier, l'affichage des seuls plans d'évacuation n'est pas suffisant pour atteindre le critère.		1	A mettre en place	1
	Présence d'une signalétique d'orientation et d'identification	<ul style="list-style-type: none"> • L'orientation doit porter a minima sur les fonctions suivantes : sanitaires, principales salles de réunion et salles de conférences, principales entités et directions, services de restauration (si applicable), et autres espaces susceptibles d'accueillir un flux de visiteurs. • L'identification doit couvrir a minima les pièces d'usage fermées (bureaux fermés, salles de réunion, salles de conférences, blocs sanitaires, autres salles 		2	A mettre en place	2

		à fonction spécifique d'usage courant...).				
	Présence d'éléments remarquables permettant de rythmer le parcours	Éléments de décoration, changement dans la couleur de revêtement... Ceci a pour objectif de limiter la sensation d'environnement labyrinthique, non propice au bien-être dans les locaux et à leur appropriation.		1	A mettre en place	1
APPRO 5 - Autres bonnes pratiques non couvertes par les autres critères	Atteint / Non atteint		1	1	Non visé	
Diversité et non-discrimination						
DIVER 1 - Proposer des espaces de travail n'induisant pas de discrimination et proposer des outils et équipements adaptés à tous	Atteint / Non atteint	Le critère est considéré comme acquis si une réflexion a été menée sur l'adaptation à toutes les tailles, toutes les physionomies et tous les besoins spécifiques concernant : <ul style="list-style-type: none"> • Le bâtiment (hauteurs, visibilité des personnes, mixité), • Les équipements de travail (uniformes, outils, EPI), • Les outils aux postes de travail, en cas de handicap visuel, auditif, moteur, mental (accessibilité numérique des outils notamment). L'objectif est de ne pas mettre en situation délicate un collaborateur dont la taille ou le physique est hors-norme, ou bien s'il est porteur d'un handicap, quel qu'il soit. L'exigence doit également permettre de lutter contre les stéréotypes ou les problèmes de mixité.	1	1	A mettre en place	1
DIVER 7 - Autres bonnes pratiques non couvertes par les autres critères	Atteint / Non atteint		1	1	Non visé	
Culture et Valeurs						
CULT 1 - Permettre un accès à la culture au sein ou à proximité du site par des choix d'aménagement et la présence d'éléments culturels (bibliothèque/vidéothèque/expositions/éléments artistiques)	Une disposition	Le nombre de points obtenu dépend du nombre de dispositions réalisées dans la liste (non exhaustive) ci-dessous : <ul style="list-style-type: none"> • Aménagement d'une bibliothèque et/ou vidéothèque permettant l'emprunt des œuvres (ou a minima d'un rayonnage selon la taille des entreprises), • Possibilité d'avoir accès à une bibliothèque de quartier, • Expositions à l'intérieur du bâtiment, • Présence d'éléments artistiques, • Bibliothèque ambulante. 	1	1	Non visé	
	Deux dispositions		2	2	Non visé	
	Trois dispositions ou plus		3	3	Non visé	
CULT 6 - Autres bonnes pratiques non couvertes par les autres critères	Atteint / Non atteint		1	1	Non visé	
Point bonus (max 3 points par enjeu) :						0

Max levier 1 hors bonus :	8	Score total obtenu levier 1 :	4
		Évaluation levier 1 (au moins 30 % requis) :	50,0%
Max levier 2 hors bonus :	23	Score total obtenu levier 2 :	10
		Évaluation levier 2 (au moins 30 % requis) :	43,5%

FONCTIONNALITE

Thème - Exigence		Détail des exigences	Score levier 1	Score levier 2	État	Scoring projet
Sécurité et sureté						
SURE 1 - Limiter les risques intrinsèques de chutes et chocs liés au bâtiment	Obstacles et risques de chutes repérables	Les différents objets pouvant constituer des obstacles dans les circulations sont a minima contrastés par rapport à leurs supports et placés de manière à être détectables à la canne blanche (si hauteur > 40 cm du sol), ou mis en retrait du cheminement. Les risques de chutes portent sur toutes les situations où une circulation surplombe une zone plus basse avec un écart de hauteur supérieur à 25 cm. Pour rappel, un obstacle désigne tout objet dans ou en bordure de cheminement qui pourrait représenter un risque de choc ou de chute. Il s'agit notamment d'élément en hauteur suspendu au plafond et laissant un passage libre inférieur à 220 cm, d'élément à plus de 40 cm du sol présentant une saillie d'au moins 15 cm par rapport à la paroi (et à une hauteur inférieure à 220 cm).	1	1	A mettre en place	1
	Escaliers sûrs avec main courante et dispositif tactile et visuel	Les escaliers et emmarchements respectent les critères suivants : • Hauteur de marche régulière, • Présence d'un dispositif tactile et visuel en amont de chaque volée de marches descendantes, d'une largeur minimum de 40 cm, positionné de manière parallèle au danger et couvrant toute la largeur des escaliers, • Présence de mains courantes sécurisant la descente de chaque côté des escaliers. • Piliers structurants de l'escalier contrastés par rapport à la circulation verticale.	1	1	A mettre en place	1
	Agencement du bâti et mobilier ne présentant pas de risques de chocs	Les agencements saillants du bâti (débattements de porte, décrochements, angles saillants formés par deux parois) et les principaux éléments de mobiliers (comptoirs, tables...) en limite des cheminements sont adoucis ou mis en retrait (nécessité de conserver une largeur de circulation supérieur à 120 cm). Les câblages au sol sont traités pour limiter le risque de chute.	1	1	A mettre en place	1
SURE 1 bis (HQE) - Prendre en compte des risques intrinsèques liés au bâtiment (chutes et chocs)	Classe D	Cette exigence valorise la note obtenue dans le thème " Sécurité et Sûreté " du référentiel HQE Bâtiment Durable.	1	1		
	Classe C		2	2		
	Classe B ou A		3	3		

SURE 1 ter (Label Accessibilité) - Prendre en compte des risques intrinsèques liés au bâtiment (chutes et chocs)	Atteint / Non atteint	Cette exigence valorise la note obtenue dans le thème " Sécurité et Sûreté " du référentiel Label Accessibilité.	3	3		
SURE 2 - Analyser les risques en matière de sécurité des collaborateurs et visiteurs sur le site et appliquer le plan d'actions	Réalisation d'une évaluation des risques	Elle doit comprendre une identification et une évaluation des risques en termes d'incendie/explosion, des risques en lien avec les équipements de travail, des risques de chutes et de chocs, d'électricité, d'hygiène... Elle doit conduire à la proposition de recommandations et à l'élaboration d'un plan d'actions.		1	A mettre en place	1
	Réalisation d'une évaluation des risques et application du plan d'actions	Les recommandations du diagnostic doivent être correctement appliquées. Il est pour cela nécessaire de justifier qu'un plan d'actions reprenant les principales recommandations a été engagé.		2	Non visé	
	Suivi et évaluation des résultats du plan d'actions (audit interne ou tiers)	Le diagnostic et le plan d'actions ont été suivis et vérifiés a minima par un audit interne, ou par un tiers expert compétent. Le suivi doit être réalisé de manière périodique a minima tous les 3 ans.		3	Non visé	
SURE 3 - Analyser les risques en matière de sûreté du site et appliquer le plan d'action	Réalisation d'un diagnostic sûreté	Un diagnostic sûreté est réalisé, en application d'un référentiel, d'une norme ou d'une prestation liée à la sûreté, par exemple : • Guide CSTB : Plan de sûreté et sécurité du bâtiment, • XP CEN 14383-4, • autres référentiels équivalents. Ce diagnostic doit permettre de réduire les faiblesses liées au bâtiment et à son aménagement qui génèrent des zones attractives pour les actes de malveillance. Le diagnostic aboutit à des préconisations visant à limiter l'impact de ces actes.		1	A mettre en place	1
	Réalisation d'un diagnostic et application des recommandations	Les recommandations de l'étude sont correctement appliquées suivant un plan d'actions déterminé.		2	Non visé	
	Vérification du diagnostic et des recommandations par un tiers	Le diagnostic et le plan d'actions ont été vérifiés et validés par un tiers expert. Le diagnostic reste valable pendant 5 ans hors modification du projet.		3	Non visé	
SURE 5 - Autres bonnes pratiques non couvertes par les autres critères	Atteint / Non atteint		1	1	Non visé	
Maîtrise de l'environnement						
MAIT 1 - Sensibiliser aux bonnes pratiques en matière de maîtrise de l'ambiance intérieure	Atteint / Non atteint • Livret usagers ou intranet à disposition des occupants, • Communication auprès des usagers, • Organisation d'actions de suivi (questionnaires anonymes)	L'objectif est d'informer et de sensibiliser par exemple sur : • Le fonctionnement du chauffage/climatisation, • Les possibilités de gestion du système par le collaborateur, • Les bonnes pratiques pour améliorer le confort hygrothermique, • Les possibilités de réglage de l'éclairage, de gestion des stores pour se protéger de l'éblouissement...	1		A mettre en place	1

MAIT 2 - Permettre à l'utilisateur de maîtriser son ambiance de confort sur son lieu de travail	Régulation possible de la température	Ces considérations sont étudiées à l'échelle du bâtiment, dans chaque zone ou chaque pièce (un réglage par zone). Dans le cas d'un open-space, un " micro-zoning " est à prévoir, par exemple une zone regroupant 4 à 6 postes.	1	1	A mettre en place	1
	Régulation possible de la ventilation		1	1	A mettre en place	1
	Possibilité d'ouvrir les fenêtres		1	1	A mettre en place	1
	Possibilité de régler l'éclairage général		1	1	A mettre en place	1
	Possibilité d'adapter l'éclairage à la tâche		1	1	A mettre en place	1
	Possibilité de régler les stores		1	1	A mettre en place	1
MAIT 3 - Gérer les demandes d'intervention concernant la maintenance technique du bâtiment	Processus d'enregistrement des demandes d'intervention des occupants	Présence d'un processus de suivi d'enregistrement des demandes d'intervention des occupants : traçabilité des demandes d'intervention et dispositions correctives prises et retour auprès des collaborateurs sur la prise en charge de la demande. Dans le cas de petits sites (moins de 100 personnes sur le site), le recours à une adresse e-mail dédiée et assignée à une personne en charge peut suffire.	1		A mettre en place	1
	Engagement sur des délais de réponse aux demandes d'intervention	L'exploitant technique du site s'est engagé sur des délais de réponse.	1		Non visé	
	Possibilité de suivi en temps réel des demandes	La procédure peut être suivie en temps réel (via portail internet par exemple) avec retour à l'utilisateur sur la prise en compte et la clôture de ses demandes.	2		Non visé	
MAIT 4 - Autres bonnes pratiques non couvertes par les autres critères Fonctionnalités Qualité d'accès et d'usage	Atteint / Non atteint		1	1	Non visé	
Qualité d'accès et d'usage						
ACCE 1 - Assurer une qualité d'accès et de cheminement pour tous dans le bâtiment	Au moins un accès pour tous	L'opération présente au moins un accès principal de plain-pied ou accessible par une rampe (pente inférieure à 5 % avec un palier de repos tous les 10 mètres si pente comprise entre 4 % et 5 %). Cet accès doit se faire avec une porte d'entrée sans passage par un sas ou par un sas avec portes manuelles ou automatiques ou porte tambour adaptée permettant la manœuvre d'une PMR.	2	2	A mettre en place	2

	Dispositifs de communication et de contrôle d'accès utilisables par tous	Intégration d'un système de visiophonie et d'une boucle à induction magnétique lorsqu'un dispositif de communication et de contrôle est prévu pour l'accès au bâtiment. Ce dispositif doit être contrasté par rapport à son support. Un espace d'usage de 80 X 130 cm est prévu pour l'atteinte du dispositif.	1	1	Non visé	
	Desserte de l'ensemble des niveaux d'usage par un ascenseur, y compris les niveaux mezzanine	Tous les niveaux d'usage y compris les niveaux mezzanine sont desservis par au moins un ascenseur et un escalier associé. Les niveaux d'usage concernent les niveaux hébergeant des espaces d'usage du bâtiment hors locaux techniques, zones de livraison et locaux déchets. Les niveaux mezzanine d'usage doivent également être desservis. La desserte doit se faire par des cabines d'ascenseur a minima de type 1 (cabines de dimension au moins égale 100 x 125 cm) avec une largeur de passage utile de 80 cm. Pour une meilleure qualité d'accès et d'usage, des cabines de type 2 ou plus (cabines de dimension au moins égale à 110 X 140 cm) sont recommandées.	2	2	A mettre en place	2
ACCE 2 - Assurer une qualité d'orientation dans le bâtiment par la co-visibilité entre les espaces, les contrastes visuels et tactiles des revêtements et la signalétique	Co-visibilité entre les circulations et les espaces desservis	Des dispositions architecturales doivent être prises pour permettre aux utilisateurs d'anticiper leurs déplacements au travers d'une transparence et d'une co-visibilité entre les circulations et les salles desservies (parois vitrées, oculus...). Ce critère doit être validé pour une majorité d'espaces d'usage desservis. Les blocs sanitaires, les locaux techniques, ainsi que les locaux avec enjeux de confidentialité ne sont pas concernés.	1	1	Non visé	
	Supports d'orientation visuels, auditifs et tactiles dans les espaces ouverts	Ce critère vise à permettre un repérage intuitif des cheminements dans les espaces ouverts que constituent les halls et circulations d'une largeur de plus de 4 m. Pour cela, des contrastes tactiles, auditifs et visuels sont demandés pour servir de supports d'orientation au cheminement. Ce critère peut ainsi être justifié par des différences de revêtement dans les espaces ouverts et au niveau de croisement, par des éléments de contraste servant de guidage...	1	1	Non visé	

	Sols, murs, portes et poignées contrastés	Les sols et les murs ainsi que les éléments structurants du cheminement tels que les piliers, offrent un contraste visuel entre eux ou à leur jonction. Les portes d'usage et leur paroi supports offrent un contraste entre elles ou à leur jonction et avec les poignées.	1	1	A mettre en place	1
	Dispositions prises pour faciliter le parcours visiteur	Il est demandé que l'espace d'accueil soit aisément repérable depuis l'accès principal du site (co-visibilité directe) et que des assises permettant l'attente des visiteurs soient installées. En outre, les espaces destinés à accueillir des visiteurs (salles de réunion, salles de conférences) doivent être situés au plus proche de l'espace d'accueil ou, à défaut, au plus proche des circulations principales du site.	1	1	Non visé	
ACCE 3 - Fournir des espaces sanitaires en nombre suffisant et des cabines adaptées	Sanitaires en nombre suffisant	Présence d'un sanitaire par niveau. Au sein d'un niveau, la distance entre deux blocs sanitaires doit rester raisonnable. À titre d'information, la distance de 40 m est admise comme une limite haute de distance à parcourir pour atteindre un sanitaire.	1	1		
	Sanitaires en nombre suffisant et une cabine adaptée par plateau	Ce niveau nécessite également la présence d'une cabine adaptée par plateau, avec a minima une cabine sanitaire adaptée pour chaque tranche de 10 cabines sanitaires. Si possible, ces cabines adaptées doivent être présentes à l'intérieur de chacun des blocs sanitaires Hommes et Femmes. Une cabine adaptée comprend a minima un espace d'usage de 80 cm par 130 cm au droit de la cuvette.	2	2	A mettre en place	2
ACCE 1 bis (HQE) - Assurer une qualité d'accès et de cheminement pour tous dans le bâtiment	Classe E	Cette exigence valorise la note obtenue dans le thème " Facilité d'accès " du référentiel HQE Bâtiment Durable.	1	1		
	Classe D		2	2		
	Classe C		3	3		
	Classe B ou A		5	5		
ACCE 2-3 bis (HQE) - Assurer une qualité d'usage en matière de qualité d'orientation et d'usage dans le bâtiment	Classe E	Cette exigence valorise la note obtenue dans le thème " Facilité d'usage " du référentiel HQE Bâtiment Durable.	1	1		
	Classe D		2	2		
	Classe C		4	4		
	Classe B ou A		6	6		
ACCE 1-2-3bis (Label Accessibilité) - Assurer une qualité d'usage et d'accès dans le bâtiment pour les collaborateurs et visiteurs	Atteint / Non atteint	Cette exigence valorise l'obtention du label Accessibilité délivré par Certivéa.	11	11		

ACCE 5 - Respecter des critères ergonomiques pour l'aménagement des postes de travail et le mobilier	Disposition des postes de travail	Il est demandé a minima le respect d'un passage suffisant (> 1,5 m derrière la chaise) pour chaque poste de travail, et qu'aucun poste ne fasse dos à une porte d'entrée.		1	A mettre en place	1
	Fauteuils ergonomiques et adaptés aux différentes morphologies	Pour chaque poste de travail, il est demandé que l'assise principale réponde aux critères d'ergonomie des assises tels que définis dans les documents de l'INRS, la norme NF EN 1335-1 ou autre label équivalent : BIFMA G1, LGA-TUV, LGA Ergonomie... Il s'agit ainsi, a minima, que ces assises présentent un renfort lombaire, des accoudoirs réglables en hauteur et en écartement, une hauteur d'assise réglable.		1	Non visé	
	Tables de bureau ergonomiques	Pour chaque poste de travail, il est demandé que le bureau soit réglable en hauteur pour s'adapter à toutes les morphologies. Il ne s'agit pas nécessairement que la table puisse permettre le passage en position debout. Un réglage basique des pieds est autorisé.		1	Non visé	
	Écrans ergonomiques et repose-pieds	Il est demandé a minima des écrans à hauteur des yeux, avec une hauteur réglable. Par ailleurs, un stock de repose-pieds doit être disponible pour toutes les personnes en faisant la demande.		1	Non visé	
ACCE 6 - S'appuyer sur les compétences d'un ergonome pour concevoir et adapter les postes de travail	Intervention d'un ergonome pour la conception de l'aménagement	Ce critère valorise l'intervention d'un ergonome dans le projet de conception ou d'amélioration d'un aménagement. L'objectif est que l'aménagement soit au mieux adapté aux activités réalisées. Il s'agit ainsi d'améliorer le confort des collaborateurs, de prévenir les mauvaises postures, et d'accroître l'efficacité de l'organisation. Le critère peut être obtenu dès lors qu'un ergonome a été sollicité pour le dernier aménagement sur le site, et qu'il a réalisé au préalable une analyse de la manière dont le travail est effectué.		3	Non visé	
	Intervention d'un ergonome pour l'adaptation d'un poste de travail à des besoins spécifiques	Ce critère valorise l'intervention d'un ergonome pour l'adaptation d'un poste de travail aux besoins spécifiques de collaborateurs, notamment pour des personnes en situation de handicap. Cette intervention doit être à la demande du collaborateur ou du médecin du travail.		1	Non visé	
ACCE 7 - Sensibiliser au bon usage des mobiliers et équipements pour prévenir les mauvaises postures	Sensibilisation diffusée	La diffusion d'une note d'information sur les possibilités de réglage du mobilier, les postures et l'impact sur la santé.		1	Non visé	
	Intervention individualisée	Une personne formée (infirmière, médecin du travail, ergonome...) doit pouvoir intervenir de manière individualisée au poste de travail, a minima pour les collaborateurs qui en font la demande. La possibilité d'intervention doit être reconduite tous les 3 ans.		2	Non visé	
ACCE 8 - Autres bonnes pratiques non couvertes par les autres critères	Atteint / Non atteint		1	1	Non visé	
Qualité digitale						

DIGI 1 - Garantir une connectivité aux réseaux filaires à l'échelle du bâtiment	Local et chemin de câble dédié	<ul style="list-style-type: none"> Fourreaux d'alimentation télécom depuis la rue, prolongés par un cheminement jusqu'à un local ou espace dédié de taille suffisante pour l'accès des opérateurs, Cheminement de câblage dédié, de manière horizontale depuis le local opérateur vers une colonne montante, installée et desservant verticalement tout l'immeuble, Cheminement de câblage protégé contre la malveillance, accessible de manière sécurisée depuis chaque étage. 	1	1	A mettre en place	1
	Local et chemin de câble dédié et redondance	En plus des exigences ci-dessus, au moins deux éléments permettant la redondance des systèmes : <ul style="list-style-type: none"> 2 points d'adduction séparés d'au moins 7 mètres, 2 colonnes montantes par compartiment, 2 alimentations énergétiques (alimentation avec double dérivation ou système ondulé). 	2	2	Non visé	
DIGI 2 - Garantir la qualité de la connectivité aux réseaux sans fil à l'échelle du bâtiment (Wifi, GSM...)	Au moins un opérateur	Pour cela, il est demandé de s'assurer de la couverture d'un réseau 4G de qualité, via l'intégration, si nécessaire de répéteurs GSM, ainsi que de la présence d'un réseau Wifi.	1	1	Non visé	
	Au moins deux opérateurs		2	2	Non visé	
DIGI 1-2 bis (Label R2S) - Garantir la qualité de la connectivité aux utilisateurs	Atteint / Non atteint	Cette exigence valorise les bâtiments ou organisations engagés dans une démarche de labellisation type R2S (Ready 2 Service) ou tout autre certification relative à la connectivité.	4	4	Non visé	
DIGI 3 - Offrir une plateforme numérique centralisée des services proposés aux usagers	Quelques services regroupés sur une plateforme commune	Les services concernés sont notamment (selon les contextes d'organisation) : <ul style="list-style-type: none"> réservation de salles, conciergerie d'entreprise, restaurant d'entreprise, demandes d'intervention, support informatique. 	1	1	Non visé	
	Tous les services applicables sont regroupés dans une plateforme commune centralisée unique.		3	3	Non visé	
DIGI 5 - Autres bonnes pratiques non couvertes par les autres critères	Atteint / Non atteint		1	1	Non visé	
Diversité et gestion des espaces						
ESPA 1 - Proposer une variété d'espaces adaptée aux différentes activités réalisées sur le site	Salle de créativité	Espace avec mobilier et décoration informelle et atypique pour favoriser l'échange et la créativité.		1	Non visé	
	Espace "isolement"/zen	Espaces de travail individuel pour se concentrer.		1	A mettre en place	1

	Espace réunion alternatif	Salle de réunion avec assise originale : canapé, chaise haute, ou tables debout... pour organiser des réunions plus dynamiques et efficaces.		1	Non visé	
	Espace co-working	Espace ouvert à tous, notamment aux collaborateurs nomades et/ou aux visiteurs pour travailler ou organiser une réunion spontanée (ce lieu peut être intégré dans la cafétéria).		1	A mettre en place	1
	Autre type d'espace adapté à l'activité	À proposer (hors bureaux et salles de réunions classiques).		1	Non visé	
ESPA 2 - Fournir une variété d'ambiances pour répondre aux différentes personnalités	Atteint / Non atteint	<p>Cette exigence valorise ainsi les implantations sur lesquelles des espaces d'échanges formels et informels (salles de réunion, bulles d'échange, piazza...) proposant différents types d'ambiance coexistent. Il est demandé a minima des espaces d'échange avec deux types d'ambiance distincts.</p> <p>La variété d'ambiance s'apprécie au regard des différentes propositions d'aménagement, ainsi qu'aux différents types de mobilier. Les éléments à apprécier sont a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les couleurs : par exemple, une ambiance avec des couleurs chaudes, et une avec des couleurs froides, • L'agencement : par exemple, un espace informel ouvert, un espace informel plutôt clos et intimiste, • Le type de mobilier : par exemple, des espaces avec des tables hautes et des espaces avec des canapés... 		3	Non visé	
ESPA 3 - S'assurer de la présence d'un nombre suffisant d'espaces d'échange formel et informel	Dimensionnement satisfaisant des espaces d'échange	Le MOA doit évaluer les besoins potentiels d'espaces d'échanges, en fonction de l'effectif prévu du projet. Pour cela, le porteur doit présenter un tableau récapitulatif du nombre de postes (capacité d'accueil) dans les différents espaces d'échange formels et informels, et justifier que ce dimensionnement est satisfaisant par rapport aux besoins (effectif sur site a minima).		1	A mettre en place	1
	Dimensionnement satisfaisant et variété d'espaces d'échange	Les espaces d'échange sont de typologies et de capacités d'accueil variées (bulles, petites salles pour 2 à 6 personnes, salles de réunion plus larges...). Des espaces de taille modulable peuvent également être valorisés. En plus d'un dimensionnement satisfaisant, le MOA doit expliquer en quoi la variété des espaces d'échange est cohérente avec la variété des besoins des utilisateurs (raisonnement " activity-based ")		2	A mettre en place	2

ESPA 4 - Mettre à disposition des équipements de communication dans les espaces d'échange formel et des outils collaboratifs d'échange informel	Équipements présents dans les salles de réunion	<p>Les espaces formels d'échanges doivent être équipés a minima d'éléments favorisant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la communication à distance (téléphone, audioconférence ou toute autre solution équivalente), • la collaboration (écran, projection, tableau, paperboard, autre solution équivalente). <p>Les espaces d'échanges formels s'entendent comme les espaces dédiés par nature à héberger des échanges et des présentations (salles de réunion, les bulles de communication...).</p>		1	Non visé	
	Supports d'échange dans les espaces collaboratifs	Mise en place d'équipements servant de supports aux échanges dans les espaces de collaboration et d'échanges informels. Le type d'équipement valorisé peut correspondre à des supports de collaborations et d'échanges (plateau, tableau...). Les espaces concernés peuvent être les cafétérias, halls, tisaneries, ou tout autre espace dédié à l'échange informel (exemple : espaces de passage aménagés). Il n'est pas nécessaire d'équiper tous les espaces, mais seulement les plus utilisés.		2	Non visé	
ESPA 5 - Mettre en place des outils dynamiques pour gérer la disponibilité des espaces	Atteint / Non atteint	<p>L'entreprise doit mettre en place des outils dynamiques pour pouvoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Visualiser instantanément l'occupation et le planning des salles de réunion, • Réserver instantanément une salle de réunion en fonction des disponibilités, • Coordonner les demandes. <p>Les outils peuvent correspondre à des applications sur internet, des écrans d'affichage avec gestion en temps réel... Ils doivent permettre à chacun des collaborateurs de directement effectuer sa réservation de salles.</p>		2	Non visé	
ESPA 6 - Mesurer les taux d'occupation des postes de travail et salles de réunion	Taux d'attribution des postes de travail	Évaluer le ratio entre le nombre de postes et le nombre de collaborateurs affectés sur le site. L'organisation doit connaître le taux d'occupation du site et les roulements (télétravail, co-working, déplacement) liés aux métiers nomades, pour assurer un espace de travail à chacun sur site les jours de présence.		1	Non visé	
	Taux d'occupation effectif des postes de travail	Analyser plus en détail le pourcentage du temps total où le poste est effectivement occupé par un collaborateur. Ceci exclut donc le temps où le collaborateur est en congé, en réunion, en déplacement à l'extérieur...		3	Non visé	

	Taux d'utilisation des salles de réunion et locaux annexes	Réaliser une étude sur l'usage des salles de réunion et locaux annexes associés (bulles, salles de convivialité...).		2	Non visé	
ESPA 7 - Autres bonnes pratiques non couvertes par les autres critères	Atteint / Non atteint		1	1	Non visé	
Flexibilité et adaptabilité						
FLEXI 1 - Prévoir une flexibilité et adaptabilité du bâtiment par les principes structurels retenus (structure, dessertes verticales, blocs sanitaires, issues de secours)	Atteint / Non atteint	Le site présente des principes structurels favorisant la flexibilité des aménagements et des adaptations futures sur le bâtiment. Il est notamment demandé d'identifier les répartitions possibles en fonction d'unités divisibles potentielles. En outre, la structure du bâtiment doit permettre un cloisonnement modulaire aisé et standardisé sur au moins 50 % des surfaces de bureaux. Une unité divisible potentielle est une surface du bâtiment pouvant fonctionner de façon autonome. Pour cela, doivent être a minima considérés : <ul style="list-style-type: none"> • Les dessertes verticales, • Les blocs sanitaires, • Les issues de secours. 	1		A mettre en place	1
FLEXI 2 - Prévoir une modularité technique du bâtiment par les choix d'équipements et de réseaux techniques	Atteint / Non atteint	Le site dispose d'une modularité technique afin que le recloisonnement n'impacte pas les plateaux en termes de travaux, ni en termes de dégradation de la qualité des espaces. Cela intègre a minima les conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Les recloisonnements (cloisons modulables) ne doivent pas générer de travaux sur les systèmes techniques. • Les changements d'usages (passage de bureaux en salles de réunions) ne doivent pas générer de travaux sur les gaines d'air. • Les systèmes de traitement thermique sont paramétrables en fonction du recloisonnement, à minima pour des zones supérieures à 40 m². Attention : Les choix ne doivent pas conduire à un surdimensionnement des équipements allant à l'encontre de la rationalisation économique et de l'optimisation des performances énergétiques des bâtiments.	2		A mettre en place	2
FLEXI 1-2 bis (HQE) - Prévoir une modularité technique du bâtiment permettant adaptabilité et flexibilité ultérieures	Classe C	Cette exigence valorise la note obtenue dans le thème " Adaptabilité " du référentiel HQE Bâtiment Durable. La note C a minima doit être obtenue.	3			
FLEXI 3 - Faciliter la modularité et mutualisation des espaces communs en permettant plusieurs usages pour ces espaces dans une même journée	Au moins un espace	Le site dispose d'un ou plusieurs espaces modulaires mutualisables permettant de réaliser des activités variées sur une journée, notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Cafétéria et salle réunion, 	1	1	Non visé	

	Au moins deux espaces	<ul style="list-style-type: none"> Salles de réunion et auditorium, Salle de sport et salle de réunion. <p>Il ne s'agit pas de pouvoir régler le dimensionnement ou la taille d'une pièce, mais bien d'en changer l'usage simplement dans le courant d'une journée.</p>	2	2	Non visé	
FLEXI 4 - Faciliter la modularité des aménagements en termes de choix de revêtements des sols et de choix des cloisons	Atteint / Non atteint	<p>Sont notamment demandés les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> Utilisation de revêtements de sols facilement démontables, Systèmes de plafonds permettant une adaptabilité des espaces, Cloisons déposables sans intervention sur les planchers/plafonds, Utilisation de cloisons facilement démontables ou légères, si cela est pertinent pour certaines parties de l'ouvrage (attention aux cloisons supports d'éléments techniques pouvant difficilement bouger ou ne présentant pas de caractéristiques d'étanchéité à l'air élevées) 		1	A mettre en place	1
FLEXI 5 - Favoriser la modularité du mobilier de travail (Le site présente des éléments d'aménagement évolutifs et réappropriables aisément dans une journée par les collaborateurs, en fonction de leurs tâches et de leurs besoins)	Quelques éléments modulables	Quelques éléments de mobilier de bureaux sont modulables.		1	Non visé	
	Majorité d'éléments modulables	Plus de 50 % du mobilier est modulable.		3	Non visé	
FLEXI 6 - Pouvoir mutualiser les usages et générer une économie de partage	Atteint / Non atteint	<p>Attention, pour être valorisées, les dispositions doivent permettre de générer une source de revenu complémentaire (vente, location, service). Exemples d'actions pouvant être valorisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> Services de l'entreprise proposés à des personnes extérieures (sport, restauration, support informatique) ; Sous-location d'espace de travail possible ; Espaces ouverts au co-working pour des personnes internes et externes à l'organisation ; Mise en location des espaces auprès de prestataires web ; Mise à disposition de la flotte ou création d'espace de covoiturage. 	2	2	Non visé	
FLEXI 7 - Autres bonnes pratiques non couvertes par les autres critères	Atteint / Non atteint		1	1	Non visé	

		Point bonus (max 3 points par enjeu) :	0
Max levier 1 hors bonus :	39	Score total obtenu levier 1 :	22
		Évaluation levier 1 (au moins 30 % requis) :	61,5%
Max levier 2 hors bonus :	72	Score total obtenu levier 2 :	25
		Évaluation levier 2 (au moins 30 % requis) :	34,7%

DEMARCHE COLLABORATIVE

Thème - Exigence		Détail des exigences	Score levier 1	Score levier 2	État	Scoring projet
Démarche QVT et pilotage						
QVT 1 - Réaliser un diagnostic initial	Analyse liée au site	Une analyse liée au contexte du site est suffisante. Ceci inclut notamment une analyse de la localisation, de l'environnement, et une description de l'activité hébergée sur le site.	2	2	Atteint	2
	Analyse du site et des enjeux en termes de qualité de vie des collaborateurs	La localisation, les besoins 'types' des utilisateurs ciblés, l'environnement, les services et les enjeux du projet en matière de confort, santé et fonctionnalités.	5	5	A mettre en place	5
QVT 3 - Assurer une gouvernance transversale sur les questions de QVT et d'environnement de travail	Engagement formel de la direction du site	L'engagement doit porter sur des objectifs en matière de qualité de vie au travail et de qualité de l'environnement de travail. Cet engagement doit avoir fait l'objet d'une communication interne.		1	Atteint	1
	Organe de pilotage avec au moins un membre de la Direction	Il est demandé qu'au moins un membre du comité de Direction, ou le Directeur du site, soit intégré dans l'organe de pilotage des projets sur la qualité de vie au travail et de qualité de l'environnement de travail.		2	A mettre en place	2
	Organe de pilotage transversal	Il est demandé la constitution d'une équipe pluridisciplinaire intégrant notamment plusieurs directions métiers et supports concernés dans l'organisation (immobilier, RH, services généraux, direction de l'environnement de travail) : direction immobilier et/ou direction des services généraux ou équivalent, directions opérationnelles.		2	A mettre en place	2
	Échange avec les IRP lors de 6 réunions a minima du comité social et économique	Il est demandé la tenue d'au moins 6 réunions du comité social et économique par an (ou instance équivalente). Ces CSE doivent aborder les sujets de la qualité de vie au travail. Pour rappel, l'ordonnance 1386 du 22 septembre 2017 introduit la mise en place d'un CSE dans toutes les entreprises d'au moins 11 salariés d'ici le 1er janvier 2020.		3	A mettre en place	3
QVT 4 - Échanger sur les questions de cadre de vie, entre les acteurs de l'immobilier d'une part et l'organisation occupante d'autre part.	Atteint / Non atteint	Mettre en place des échanges réguliers (a minima annuels) entre les acteurs de l'immobilier d'une part (propriétaire, facility manager, prestataires techniques et prestataires de services) et les directions 'supports' concernées de l'organisation occupante. Ces échanges doivent permettre de suivre notamment l'usage des locaux et les demandes de modification et d'amélioration sur la qualité de l'environnement de travail.	5		Non visé	

QVT 5 - Associer les prestataires et parties prenantes externes dans la démarche d'amélioration des cadres de travail	Atteint / Non atteint	Exemples d'actions valorisées : • Réunions d'échange ou partage d'information réalisés sur les questions de confort, de santé ou de QVT avec les prestataires et acteurs externes. • Charte ou clauses contractuelles afin d'intégrer les conditions de QVT pour les prestataires ou collaborateurs externes. Types d'acteurs externes concernés : parties prenantes ou prestataires présents ou travaillant sur le site. Par exemple : agents d'entretien/maintenance présents sur site, agents de nettoyage, personnel du restaurant d'entreprise (si interne), personnes de l'accueil, entreprises de travaux... Cette liste non-exhaustive n'est donnée qu'à titre illustratif. Les parties prenantes externes à considérer dépendront du contexte d'entreprise.	3	3	Non visé	
QVT 6 - Autres bonnes pratiques non couvertes par les autres critères	Atteint / Non atteint		1	1	Non visé	
Articulation à l'organisation du travail						
ARTI 1 - Mener une réflexion collaborative sur l'évolution des métiers et sur l'organisation de l'entreprise afin de donner du sens au projet d'aménagement et/ou d'amélioration du cadre de vie	Atteint / Non atteint	Mise en place d'une réflexion collaborative sur l'évolution des métiers et l'organisation du travail. Cette réflexion doit permettre : • d'établir et de partager un projet stratégique d'organisation, • d'appréhender le projet d'aménagement comme une opportunité d'accompagnement de conduite du changement. Cette réflexion doit impliquer la Direction de l'organisation qui en donne l'impulsion. Les équipes et managers doivent également être sollicités. L'organisation peut rendre compte d'ateliers réalisés sur l'organisation du travail et sa cohérence avec le cadre de travail. D'autres exemples d'actions : des ateliers participatifs innovants ou ludiques (hackathon - atelier d'innovation collaborative - ou chantier, demolition party...). Ces réflexions doivent être intégrées à l'occasion de chaque projet d'aménagement significatif ou tous les 5 ans.		5	Non visé	
ARTI 6 - Autres bonnes pratiques non couvertes par les autres critères	Atteint / Non atteint		1	1	Non visé	
Co-élaboration des aménagements : ces exigences sont conditionnées par la réponse 'Oui' à l'exigence IDEN 8 : 'Si déménagement d'entreprise ou projet de réaménagement'.						
COELAB 1 - Recueillir les besoins des collaborateurs et analyser la manière dont le travail est réalisé en amont du projet	Réalisation d'une enquête en amont	Réaliser une enquête sur les besoins et attentes des collaborateurs avant un déménagement dans de nouveaux locaux, afin d'apporter des indications sur : • Les attentes des collaborateurs sur les éléments déjà satisfaisants dans la précédente localisation et les éléments à améliorer, • Les marges de progression dans l'amélioration du cadre de vie.		2	Non visé	

	Ateliers et groupes panels	Consulter des groupes panels (par des réunions, entretiens collectifs ou individuels) afin de recueillir leurs besoins et attentes liés au cadre de vie pour un projet de déménagement ou réaménagement. Les ateliers participatifs réalisés avec un panel de collaborateurs représentatifs peuvent notamment être valorisés ici.		2	A mettre en place	2
	Analyse situationnelle	<ul style="list-style-type: none"> Pour un nouveau projet d'aménagement, il s'agit d'analyser la manière effective dont les activités sont réalisées sur le site existant puis de projeter en concertation avec les équipes la manière dont le travail sera organisé sur la nouvelle implantation. Pour cela, des observations et entretiens localisés dans les espaces où sont réalisés les activités doivent être réalisés sur l'ancien site, ainsi qu'une simulation du travail futur à partir des plans en consultant de futurs collaborateurs. Pour un projet de réaménagement, il s'agit d'analyser la manière dont les activités sont effectivement réalisées. L'analyse doit porter à la fois sur les activités de travail et sur les activités supports (gestion des déchets, nettoyage, entretien, circulation, stockage...) 		2	Non visé	
COELAB 2 - Impliquer les collaborateurs et managers dans les projets d'aménagement /déménagement grâce à des outils collaboratifs favorisant l'appropriation des projets	Visites d'autres sites	Des ateliers participatifs sont mis en œuvre avec l'organisation de visites d'autres sites (externes à l'organisation) pour permettre aux collaborateurs impliqués dans le projet d'aménagement de s'informer sur les tendances et évolutions, de disposer d'éléments de comparaison et de mieux s'approprier le projet.		1	Atteint	1
	Simulations 3D des projets utilisées comme support d'échange	Dans le cadre de choix d'aménagement futur ou modification de l'aménagement, il est demandé que le projet ait été simulé de manière virtuelle. Cette simulation doit servir de support d'échanges pour la consultation d'un panel de collaborateurs. Peuvent notamment être valorisés (liste non-exhaustive) : <ul style="list-style-type: none"> perspectives 3D représentatives de tous les espaces, navigation 3D possible par un logiciel, maquette papier, carton... bureaux témoins aménagés. 		1	Non visé	
	Vote pour le choix d'emplacement	Les collaborateurs ont voté entre différentes solutions lors de projet de déménagement / réaménagement : <ul style="list-style-type: none"> (au moins) deux immeubles situés à des emplacements différents pour un déménagement, (au moins) deux projets d'emménagement pour un réaménagement. 		1	Non visé	
COELAB 3 - Mettre en place une conduite du changement afin d'accompagner les évolutions et leurs impacts organisationnels et humains	Relais internes clairement identifiés	Mise en place de personnes internes désignées, ayant pour mission de suivre l'impact organisationnel et humain lors de nouvelles mesures (modification importante de l'environnement de travail, déménagement, réaménagement...). Cette prise en compte doit intervenir en amont du projet (analyse des impacts futurs) et en aval (accompagnement et soutien des collaborateurs et des managers).		1	Non visé	
	Intervention d'un expert externe en conduite du changement	Cette prise en compte doit intervenir en amont du projet (analyse des impacts futurs) et en aval (accompagnement et soutien des collaborateurs et des managers).		3	Non visé	

COELAB 4 - Autres bonnes pratiques non couvertes par les autres critères	Atteint / Non atteint			1	Non visé	
Suivi, enquête et amélioration continue						
SUIVI 1 - Mettre en place un carnet de vie du site à destination des occupants	Atteint / Non atteint	<p>Ce carnet de vie doit a minima comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Plan général d'accès, • Plans simplifiés (par étage), • Informations sur des particularités techniques liées au site, • Informations sur les règles de vie communes du site en site occupé, • Présentation des principaux équipements de chauffage, refroidissement, ventilation, éclairage et de leur possibilité de réglage par les occupants. 	3	3	A mettre en place	3
SUIVI 2 - Mettre en place une procédure de commissionnement / recommissionnement des installations techniques	<p>Sur au moins 4 systèmes parmi les 7 suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Chauffage - Refroidissement - Ventilation - ECS - Système de production d'énergie - GTB (si présente) - Éclairage 	<p>Pour une opération livrée depuis moins de 2 ans :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'agent de commissionnement doit être une partie tierce indépendante des entreprises de travaux. • La procédure doit démarrer dès la phase Réalisation et couvrir a minima un an après la livraison. • Un plan de commissionnement doit planifier les actions de mesures et vérifications prévues ainsi que la répartition des tâches d'installation, réglage et démarrage des équipements. • À l'issue de la mission, un rapport de commissionnement doit inclure les principaux résultats pour la réception. 	3		A mettre en place	3
	<p>Sur au moins 6 systèmes parmi les 8 suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les 7 précédents - Ascenseurs 	<p>Pour une opération livrée depuis plus de 2 ans :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'agent de rétrocommissionnement doit être une partie tierce indépendante de l'exploitant. • Un plan de rétrocommissionnement doit planifier les actions de mesures et vérifications prévus, ainsi que la répartition des tâches d'état des lieux des systèmes et de réglage des équipements. • À l'issue de la mission, un rapport de rétrocommissionnement doit inclure les résultats des mesures et vérifications effectuées et une synthèse des réglages effectués. 	5		Non visé	
SUIVI 3 - Réaliser une enquête auprès des occupants sur la qualité de l'environnement bâti	Atteint / Non atteint	<p>Pour valider l'exigence, l'enquête doit avoir moins de 3 ans. Les résultats de l'enquête doivent avoir été diffusés aux occupants (ou a minima aux services concernés des organisations occupantes dans le cas où le levier Bâti est porté par un propriétaire non-occupant).</p>	3		Non visé	

SUIVI 4 - Réaliser une enquête de satisfaction sur l'environnement de travail diffusée auprès de l'ensemble des salariés à partir d'une trame fournie par Certivéa ou d'une autre trame agréée	Atteint / Non atteint			5	A mettre en place	5
SUIVI 7 - Élaborer et suivre un plan d'actions par thématique	Plus de 3 sujets suivis	Le nombre de points obtenu est proportionnel au nombre de sujets couverts. Les sujets sont notamment les suivants (liste-non exhaustive) : <ul style="list-style-type: none"> • Qualité de l'air intérieur • Ambiance acoustique • Ambiance thermique • Activité physique et lutte contre la sédentarité • Alimentation saine • Fatigue, repos et sommeil • Accompagnement à la santé • Mobilité • Services aux utilisateurs • Maîtrise de l'environnement de travail • Qualité d'accès et d'usage • Echanges et communication dans l'entreprise • Convivialité et cohésion d'équipe • Culture 	2	2	Non visé	
	Plus de 5 sujets suivis		3	3	Non visé	
	Plus de 10 sujets suivis		4	4	Non visé	
	Plus de 14 sujets suivis		5	5	Non visé	
SUIVI 8 - Offrir la possibilité aux collaborateurs de faire remonter leurs perceptions et d'être force de propositions sur leur environnement de travail et/ou la qualité de vie au travail	Outil de remontées des idées	Justifier la mise en place d'un process et d'un outil de remontée des propositions des collaborateurs. Cela peut être par la mise en place d'une boîte à idées, de groupes panels ou de toute autre solution clairement identifiée. Des principes de remontées d'information informels ne sont pas suffisants, car ils conduisent souvent à des malentendus ou une auto-censure. Un outil concret doit être mis en œuvre.		1	Non visé	
	Outil de remontées des idées + expérimentation d'au moins une idée chaque année	Chaque année, au moins une des propositions faites par les collaborateurs doit être retenue et expérimentée.		3	Non visé	
SUIVI 9 - Autres bonnes pratiques non couvertes par les autres critères	Atteint / Non atteint		1	1	Non visé	
		Point bonus (max 3 points par enjeu) :				0
Max levier 1 hors bonus :	29	Score total obtenu levier 1 :				11
IDEN 8 =	Oui	Évaluation levier 1 (au moins 30 % requis) :				37,9%

Max levier 2 hors bonus si IDEN 8='non' :	37	Score total obtenu levier 2 :	24
Max levier 2 hors bonus si IDEN 8='oui' :	50	Évaluation levier 2 (au moins 30 % requis) :	48,0%